

CAN 2023

BELMADI : «L'ALGÉRIE N'EST PAS PARMI LES FAVORIS»

Page 11

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7780– MARDI 2 JANVIER 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Créateur du MALG

HOMMAGE À ABDELHAFID BOUSSOUF

Page 9

DES RÉALISATIONS INDÉNIABLES EN 2023

LES AVANCÉES MAJEURES DE L'ALGÉRIE



- *Diplomatie : une année jalonnée de succès*
- *Economie : des réformes palpables*
- *Santé : des avancées louables*
- *Education : des réformes pour un système de qualité*
- *Culture : une année d'activités riches et engagées*

Pages 2 à 8

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

PALESTINE OCCUPÉE

Une année de carnage sur les Palestiniens

Le 7 octobre 2023 est une date qui va marquer l'histoire violente de l'occupation sioniste dans les territoires palestiniens occupés. La guerre oubliée par la communauté internationale depuis des décennies va dominer l'actualité mondiale en cette fin d'année. Le dossier palestinien revient au-devant de la scène, met à nu les hypocrisies et les mépris de l'Occident et dévoile au grand jour la face réelle du sionisme, celle de la haine, du racisme et de la sauvagerie à l'état brut contre tout ce qui est musulman.

Ce jour-là, alors qu'en Israël, on jubilait avant l'heure sur une prochaine signature des accords de normalisation avec l'Arabie saoudite, des centaines de combattants du mouvement armé de Hamas s'infiltrent dans le sud israélien, pénètrent dans plusieurs localités et des kibboutz, ainsi que des bases militaires. L'opération d'envergure a été une réussite totale et a provoqué un véritable séisme chez les sionistes.

Encouragé par les Etats Unis et ses alliés européens, Israël lâche des tonnes de bombes sur toute la bande de Gaza, n'épargnant ni femmes, ni enfants, ni malades. Les bombardements sont massifs, aveugles et criminels. Plus de 80% de l'enclave est rasé. Aucun bâtiment administratif, aucune école et aucun établissement hospitalier n'échapperont à la barbarie sioniste. L'embargo est total. La population civile, meurtrie par les raids sauvages, est privée de tout. Pas d'eau, pas d'électricité, pas de médicaments, pas de nourriture. De plus, l'entité sioniste impose aux civils de quitter leurs quartiers et de s'exiler dans des endroits proches des frontières avec l'Egypte.

L'intensité des frappes et l'étendue des destructions provoquent l'indignation dans le monde et suscitent des critiques et des inquiétudes internationales sur le sort de la population civile palestinienne.

En près de trois mois de carnage, ces bombardements sur la bande de Gaza ont fait plus de 22 000 morts, majoritairement des femmes, des enfants et des adolescents, selon des sources palestiniennes et onusiennes.

Le Bureau central des statistiques en Palestine a fait savoir que le nombre de martyrs en 2023 est le plus lourd depuis la Nakba de 1948.

« Le nombre de martyrs enregistrés en Palestine depuis le début de l'année 2023 est de 22.404 martyrs, dont 22.141 ont été recensés depuis le 7 octobre dernier. Sur ce nombre, 98% des martyrs ont été enregistrés dans la bande de Gaza, dont environ 9. 000 enfants et 6. 450 femmes, tandis que le nombre de martyrs en Cisjordanie depuis le 7 octobre a atteint 319 martyrs, dont 111 enfants et 4 femmes », a indiqué le bureau dans un communiqué.

Il a ajouté qu' « environ 7.000 Palestiniens sont portés disparus durant la même période, dont 67% sont des enfants et des femmes », notant que « 105 journalistes sont également tombés en martyrs pendant cette période ».

Dans le même contexte, le même organisme a indiqué que « quelque 7. 800 Palestiniens se trouvaient en prison à la fin de novembre 2023, dont 76 femmes et 260 enfants, tandis que le nombre de détenus administratifs (détenus sans inculpation) a atteint 2870 ».

Parallèlement à ce carnage sioniste, la résistance palestinienne a fait subir à l'armée d'occupation de lourdes pertes en hommes et en matériels : Des centaines de soldats sionistes tués, plus de 5000 blessés, alors que d'autres milliers ont été déclarés inaptes et démobilisés. On annonce également la destruction de centaines de chars, tanks et autres véhicules blindés.

Tel Aviv reconnait ses pertes, mais le gouvernement d'extrême droite dirigé par Benjamin Netanyahou se montre encore plus radical que jamais, ne voulant pas accepter un échec militaire, en dépit des pressions de son opposition politique et de la réprobation internationale.



Une année sanglante.

DÉBÂCLE DE L'ARMÉE D'OCCUPATION

Cependant, plus de 80 jours d'agression barbare contre le peuple palestinien, tous les indicateurs de l'entité sioniste confirment sa débâcle et son incapacité à maintenir sa cadence destructrice sur le moyen ou long terme.

Sur le plan économique, les pertes accusées par l'entité génocidaire sont considérables. Il s'agit de plus de 2,4 milliards de dollars par mois, selon les aveux mêmes du ministère des Finances du gouvernement d'occupation faites il y a quelques semaines. Les coûts de cette guerre pourraient atteindre les 55 milliards de dollars d'après la Banque sioniste. L'entité criminelle a dû contracter des crédits à l'international à hauteur de 6 milliards de dollars à des taux d'intérêts inhabituellement élevés alors que sa production a baissé à 30% et que la moitié de ses chantiers sont fermés.

Sur le plan social, des sondages d'opinion internes indiquent que 80% de la population coloniale ne fait plus confiance à son gouvernement d'occupation après les échecs constatés dans son agression contre la bande de Gaza.

En outre, les familles des otages sionistes ne cessent de presser leur gouvernement d'occupation à l'effet d'arrêter l'agression et de négocier avec la résistance palestinienne pour échanger des prisonniers, notamment après que l'armée sioniste a abattu froidement trois otages et tué d'autres dans des bombardements.

Par ailleurs, le taux de chômage a atteint près de 10% et des associations internes mettent en garde contre des pénuries alimentaires qui menacent la société. Plus grave encore, un média de l'occupant rapporte les conclusions d'une étude académique locale faisant état d'une augmentation « notable » de la consommation de substances addictives, comme le haschich et l'alcool depuis le début de la guerre. L'étude en question révèle que 16% de son échantillon déclare une augmentation de la consommation de nicotine, 10% de l'alcool et 5,5% de cannabis. Par ailleurs, 11% des sondés affirment avoir augmenté la cadence de l'utilisation de tranquillisants, 10% de somnifères et 8% d'analgésiques.

Sur le plan militaire et selon un article publié par un média local, rapportant les propos d'une officielle de la Défense sioniste, plus de 18% de la soldatesque criminelle ayant participé au génocide à Gaza souffrent de troubles de stress post-traumatique (TSPT). Les médias sionistes ont révélé que plus de 2.800 criminels de guerre ont reçu un traitement de réadaptation en raison de ces traumatismes

La débâcle infligée par la brave résistance palestinienne a mis le gouvernement d'occupation sioniste dans une posture des plus délicates, le poussant à travestir la vérité et mentir effrontément à son opinion interne et à l'opinion internationale pour démontrer une maîtrise sur le terrain qu'il n'a pas.

ECHEC DES MÉDIATIONS ET PARALYSIE DE L'ONU

D'ailleurs, d'anciens hauts gradés de l'armée sioniste ont contesté ouvertement les chiffres présentés par la voix officielle de la soldatesque criminelle, que ce soit pour le nombre de ses morts et blessés ou celui des résistants palestiniens que l'entité génocidaire a déclaré avoir assassinés.

Au début du mois de décembre, l'armée criminelle avait affirmé avoir mené quelque 10.000 frappes aériennes depuis le début de l'agression, et donc aurait lancé, selon des experts, plus de 40.000 tonnes de poudre explosive sur une superficie de 360 km² avec l'une des densités de population les plus élevées au monde.

Ce qui fait une moyenne de 20 kg d'explosif pour chaque habitant de Ghaza, y compris pour chaque bébé et nouveau-né. Un crime des plus horribles qui a fait, jusqu'à jeudi, un bilan toujours provisoire de 21.320 martyrs et 55.603 blessés dont l'écrasante majorité sont des enfants et des femmes.

Toutes les médiations diplomatiques ont échouées, sauf une seule fois, fin novembre, pour permettre d'introduire dans l'enclave de l'aide humanitaire. Une trêve de quatre jours, prolongée de 48 heures, a été acceptée, mais reste très insuffisante pour les agences de l'ONU qui voulaient accélérer l'aide aux populations civiles. Cinquante israéliens ont été libérés, conformément à l'accord de trêve, en échange de la libération prévue de 150 Palestiniens détenus en Israël.

Au niveau du Conseil de sécurité, c'est la paralysie. Washington a actionné à deux reprises son véto, pour bloquer des résolutions qui obligent Israël à cesser ses raids. Les appels du secrétaire général de l'ONU ou des ONG n'ont jamais été pris au sérieux, ni écoutés. Pourtant, chaque dimanche des manifestations sont organisées dans la plupart des capitales occidentales pour dénoncer la barbarie sioniste.

Mais, malgré l'inertie des institutions internationales et la complicité américaine, le peuple palestinien restera debout et ne renoncera jamais à ses droits. Le plan des autorités sionistes à travers leur agression sanglante vise à éliminer le projet national palestinien et à voler davantage de terres.

Mohamed Kouini

DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Une année jalonnée de succès

L'année 2023 a été fructueuse pour l'Algérie sur le plan diplomatique. L'organisation d'événements de grande envergure et les nombreux succès, à leur tête l'élection de l'Algérie à la majorité écrasante au Conseil de sécurité des Nations unies, témoignent du poids de sa diplomatie sur la scène internationale et de la reconnaissance de ses contributions au règlement des conflits, en particulier en Afrique.

C'est le constat pour la diplomatie algérienne durant l'année écoulée que l'expert en relations internationales, Idris Attia, n'a pas manqué de souligner dans ses déclarations au Jeune Indépendant.

Pour M. Attia, ce succès diplomatique témoigne du retour de l'Algérie sur la scène internationale et confirme l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde et en particulier en Afrique. « La politique étrangère algérienne s'inspire des principes, des valeurs et des idéaux de la guerre de libération nationale, en prônant la coexistence pacifique, le règlement pacifique des crises et en s'abstenant de toute ingérence dans les affaires intérieures des pays », a-t-il précisé.

L'expert a mis en exergue l'élection de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, organe clé chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales, qui lui offre une nouvelle occasion de réaffirmer ses principes et valeurs. Cette opportunité permettra également à l'Algérie de partager sa vision sur les questions liées à la paix et à la sécurité internationales inscrites à l'ordre du jour du Conseil. « Cette participation permet de prendre part au processus décisionnel mondial sur des enjeux cruciaux et de défendre les causes justes, telles que les causes palestinienne et sahraouie», a-t-il déclaré.

Au cours de l'année écoulée, l'Algérie a réalisé d'autres succès sur le plan diplomatique, notamment son élection à l'unanimité en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour la période 2023-2025, lors de la 67e conférence générale à Vienne en septembre.

De plus, l'Algérie a été reconduite à l'unanimité par la 28e session de la conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques pour siéger au Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) au titre de la région Afrique, pour un mandat de deux ans à partir du 12 mai 2024. Au cours du même mois, elle a été élue à la présidence du Comité sur le renforcement de la coopération et de l'assistance à la sûreté et à la sécurité nucléaire.



Une année faste pour la diplomatie algérienne.

Il s'agit d'une reconnaissance du rôle positif de l'Algérie dans le domaine du désarmement chimique et de son engagement à atteindre les objectifs de la Convention sur les armes chimiques, a souligné M. Attia.

Parallèlement à ces succès diplomatiques, l'Algérie a organisé plusieurs événements continentaux et internationaux d'envergure, parmi lesquels, le Sommet de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, organisé à Oran en décembre dernier. Ce rendez-vous majeur a mis en lumière l'engagement de l'Algérie en faveur de la stabilité et de la sécurité sur le continent. L'Algérie a réaffirmé, lors de cette rencontre, sa ferme volonté de faire face aux fléaux du terrorisme et du crime organisé, à la prolifération des foyers de tensions et de conflits, comme elle a réitéré sa position contre les changements non constitutionnels des gouvernements.

La rencontre d'Oran a été aussi une opportunité pour les autorités algériennes d'exposer leur point de vue quant à la nécessité de réformer le Conseil de sécurité de l'ONU, afin d'instaurer un nouvel ordre mondial basé sur l'égalité.

De même, la réunion ministérielle «Afrique -pays nordiques» (Suède, Danemark, Norvège, Finlande et Islande), organisée en octobre dernier à Alger, a été l'occasion de renforcer les liens et la coopération entre l'Algérie, en tant qu'acteur majeur du continent, et les pays nordiques. Cette réunion a connu une participation record au niveau ministériel. Vingt ministres des Affaires étrangères et de hauts responsables ont pris part à ce sommet qui s'est tenu dans un contexte régional et international critique.

ENGAGEMENT CONSTANT EN FAVEUR DES DROITS DES PEUPLES OPPRIMÉS

Concernant le règlement des divers dossiers régionaux et internationaux en suspens, l'Algérie a maintenu sa ligne doctrinale consistant à mettre son expérience, son savoir-faire et ses moyens au service des pays encore sous le joug colonial et des causes justes, afin de rétablir la paix, la stabilité et l'indépendance. Son soutien indéfectible à la cause palestinienne et au peuple sahraoui en est une parfaite illustration, déterminant l'engagement constant du pays en faveur des droits des peuples opprimés.

Alger a régulièrement condamné les violations des droits de l'homme et les agressions perpétrées à l'encontre du peuple palestinien, tout en plaidant pour une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien. L'Algérie a activement participé à des initiatives diplomatiques visant à promouvoir la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, et a appelé à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, soutenant ainsi la quête légitime des Palestiniens pour l'établissement d'un État indépendant et viable. S'agissant de la question sahraouie, l'Algérie demeure un fervent défenseur de cette cause juste et du droit du peuple sahraoui à l'indépendance. Le pays a apporté un soutien politique, diplomatique et humanitaire constant au peuple sahraoui, plaidant pour une résolution pacifique et juste du conflit du Sahara occidental.

L'Algérie a régulièrement appelé à la mise en œuvre du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies, et a soutenu les efforts visant à parvenir à un règlement définitif garantissant l'indépendance du Sahara occidental. En outre, l'Algérie a accueilli et soutenu des réfugiés sahraouis depuis des décennies, fournissant une assistance humanitaire et un refuge aux personnes déplacées en raison des agressions marocaines.

En somme, l'année 2023 a été marquée par le retour en force de la diplomatie algérienne sur la scène internationale, avec des succès diplomatiques majeurs et l'organisation d'événements d'importance continentale et internationale, confirmant, ainsi, le rôle prépondérant de l'Algérie dans la promotion de la paix et de la sécurité à l'échelle mondiale.

Mohamed Mecelti

Consolidation des acquis sociaux

L'ALGÉRIE a accordé en 2023 une attention particulière au caractère social, à travers notamment l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite, la revalorisation des salaires et de la prime de chômage. Ainsi, les politiques publiques ont été orientées vers le soutien du pouvoir d'achat à travers la valorisation des salaires au profit de plus de 2,8 millions de fonctionnaires et d'agents contractuels, le renforcement de la justice fiscale et la garantie de la couverture des besoins de base notamment pour les catégories vulnérables. Les étudiants au nombre de 1,3 million ont également eu droit à la revalorisation de la bourse universitaire. Il s'agit également du renforcement des différents programmes d'aide sociale, dont la valorisation des pensions des personnes aux besoins spécifiques et des personnes nécessiteuses, et l'amélioration de la performance du Fonds de pension alimentaire au profit des femmes divorcées ayant la garde des enfants.

L'année 2023 a aussi vu l'élaboration de projets de révision des statuts particuliers des fonctionnaires des secteurs de la santé, l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de même que la revalorisation, en cours, du régime indemnitaire. Dans ce sillage, le Président avait mis l'accent sur les efforts considérables consentis en matière de transferts sociaux qui ont représenté 18,45% du budget général de l'État au titre de l'exercice 2023 pour faire face aux défis induits par la hausse des prix des produits de base sur les marchés internationaux et éviter son impact sur le niveau de vie des citoyens. Dans ce cadre, le Président avait annoncé la décision de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024 et l'augmentation des pensions de retraites, ainsi que la réduction des impôts sur le revenu. Des «décisions inédites et exceptionnelles» visant principalement l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen. Pour ce qui est de l'allocation de solidarité, elle a été portée, dans un premier temps, à 12 000 DA pour ceux qui percevaient 10 000 DA et à 7 000 DA pour ceux qui percevaient 3 000 DA, sachant que cette revalorisation touchera près d'un million de bénéficiaires. L'allocation chômage a été également revue à la hausse, passant de 13 000 DA à 15 000 DA, alors que le seuil minimum de la pension de retraite a augmenté à 15 000 DA pour ceux qui percevaient une pension inférieure à 10 000 DA et à 20 000 DA pour ceux qui percevaient une pension de15 000 DA.

M. D.

LES VŒUX DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AUX ALGÉRIENS

«Que l'année 2024 soit riche en réalisations»

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, dimanche soir, ses vœux au peuple algérien, à l'occasion de l'avènement du Nouvel An 2024, souhaitant que la nouvelle année soit riche en réalisations. « Nous nous apprêtons à tourner la page de l'année 2023 qui était riche de réalisations et qui a vu notre chère patrie franchir de grands pas sur la voie du développement dans différents domaines », a souligné le Président Tebboune. L'occasion était pour le président de la République d'appeler les Algériennes et Algériens à « poursuivre les efforts, chacun à son niveau, pour que notre pays se hisse aux rangs supérieurs afin que l'année 2024 soit sertie de réalisations, afin d'ouvrir grand la voie à notre pays et lui permettre de se positionner au niveau des pays développés ». Le Président Tebboune a, par la même, souhaité une bonne année et adressé ses meilleurs vœux de santé et de bien-être à tout le peuple algérien et aux enfants de la communauté nationale à l'étranger.

S. N.

ECONOMIE ALGÉRIENNE

DES RÉFORMES PALPABLES

Baptisée année du renouveau économique, l'année 2023 a tenu ses promesses en termes de réformes juridiques et institutionnelles. Des avancées considérables ont été enregistrées dans plusieurs secteurs. Toutes ces réalisations ont été reconnues par des institutions économiques internationales, qui ont fait état de l'amélioration des indicateurs économiques de l'Algérie et envisagent de bonnes perspectives pour l'économie algérienne en 2024.

Placée comme une priorité, «redresser» l'économie nationale était le cheval de bataille des autorités, surtout que, comme partout dans le monde, l'économie a subi les contrecoups de la crise sanitaire du coronavirus. Plusieurs réformes ont été entreprises pour améliorer le climat des affaires dans le pays et, ainsi, attirer les investissements, notamment étrangers.
La stabilité juridique de dix ans des lois régissant l'investissement s'est greffée à la suppression des mesures entravant auparavant l'investissement, à l'instar de la règle 49/51 et le droit de préemption, en sus de la création des institutions dédiées à l'investissement, soit l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), avec son guichet unique dédié aux grands projets. 4 651 projets ont été recensés jusqu'au 30 novembre 2023. Un chiffre qui devrait être multiplié avec la promulgation de la loi sur le foncier économique, selon les affirmations du directeur générale de cette Agence. Les efforts devront être cependant poursuivis pour accroître l'attractivité de l'Algérie en termes d'investissement de l'avis des spécialistes.



L'année de la relance économique.

L'ALGÉRIE SE DÉPLOIE À L'INTERNATIONAL...

L'Algérie veut également se faire une place sur le marché international, principalement africain et se donne les moyens pour le faire, même si elle n'a pas fait son entrée aux BRICS. L'ouverture des expositions permanentes des produits algériens à Nouakchott (Mauritanie) et Dakar (Sénégal) en est une preuve de cette volonté qui commence à donner des résultats palpables. Cette mesure est appuyée par l'ouverture de deux banques dans ces mêmes capitales africaines. Cette dynamique se poursuivra prochainement avec l'ouverture d'agences de la Banque extérieure d'Algérie en France.
Un fort intérêt a été, en effet, accordé au secteur bancaire. L'on peut aussi évoquer la création de la Banque nationale de l'habitat, parallèlement à l'accélération du programme de modernisation des banques et du développement de l'inclusion financière.
La finance islamique a surtout enregistré un saut considérable, avec une montée de la part des dépôts qui a quadruplé en 2023. L'ouverture partielle prévue du capital des banques publiques, à savoir le Crédit populaire d'Algérie, de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) et de la Banque de développement local (BDL), à hauteur de 30% pour chacune constitue aussi une avancée dans le secteur.

... ET DIVERSIFIE SES EXPORTATIONS

L'Algérie a également fait de la diversification des exportations hors hydrocarbures et de l'augmentation de leur valeur une priorité.
Ne dépassant pas les 2 milliards de dollars pendant de longues années, les exportations hors hydrocarbures ont pu atteindre des niveaux jamais égalés à près de 7 milliards de dollars en 2022 et le montant de 13 milliards de dollars est avancé par les pouvoirs publics qui ont fixé cette barre comme objectif à atteindre pour le solde de 2023. Et c'est vers le continent africain, que l'Algérie envisage de se faire une place de choix. C'est dans ce sens que le pays plaide pour l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et a désormais intégré l'»initiative du commerce guidée» qui permet des échanges commerciaux sans barrières tarifaires entre les huit pays membres.



GRAND INTÉRÊT POUR L'AGRICULTURE SAHARIENNE

Plusieurs secteurs ont été identifiés comme prometteurs. L'agriculture constitue un de ces secteurs auquel l'on accorde une attention particulière. Des efforts et des moyens sont déployés pour développer cette filière à fort potentiel qui permettra à l'Algérie de garantir sa sécurité alimentaire.
Et c'est sur l'agriculture saharienne qu'on mise pour se débarrasser de la dépendance de l'étranger, notamment pour ce qui est des céréales, pour lesquelles le pays est appelé à augmenter sa production.
La volonté de transférer l'agriculture vers le Sud sans pour autant renoncer au Nord est exprimée par les autorités qui voient en l'implication du Sud dans la production agricole comme un choix stratégique. Les choses ont avancé, dans le sens où l'investissement est orienté vers cette grande partie du pays et un vif intérêt est exprimé par les investisseurs, lesquels bénéficient d'un accompagnement des pouvoirs publics.
Le département de l'Agriculture a fait état d'une «forte demande» d'investissement agricole dans le sud du pays, avec plus de 3 000 demandes enregistrées sur la plate-forme de l'Office de développement de l'agriculture saharienne.

LE SECTEUR MINIER RELANCÉ

Le secteur minier, sous exploité, a été aussi identifié comme secteur stratégique sur lequel misent beaucoup les pouvoirs publics. Le secteur a été par conséquent relancé en 2023 grâce au lancement de mégaprojets, soit le lancement d'opérations de traitement du mégaprojet de minerai de fer qu'est le gisement stratégique de Gara Djebilet dans la wilaya de Tindouf, constituant un investissement national des plus importants dans le domaine des mines depuis l'indépendance. Le projet devra atteindre plusieurs objectifs, dont le soutien à la métallurgie, la réalisation de l'autosuffisance en fer, le développement de la région sud-ouest du pays et la promotion des exportations.
Jusqu'à l'horizon 2025, il sera procédé à l'extraction de 2 à 3 millions de tonnes de minerai de fer par an, puis sa capacité passera, à partir de 2026, à 50 millions de tonnes par an, parallèlement à la mise en service de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Béchar sur une distance de 950 km.
Il est surtout question de transférer le minerai de fer localement, selon les orientations du président de la République, lequel a insisté également sur la nécessité de renoncer à l'exportation des matières premières à l'état brut, notamment minières, en vue de créer une valeur ajoutée dans les industries minières nationales. Le lancement du gisement de zinc-plomb de Oued Amizour dans la wilaya de Béjaia (qui renferme plus de 34 millions de tonnes) et dont la première pierre a été posée le mois de novembre passé et le projet du phosphate intégré à l'est du pays, lequel avance à un rythme remarquable, devront aussi contribuer au développement du secteur minier national.
Le secteur minier sera renforcé par une nouvelle loi dans l'objectif est de créer un environnement juridique propice et favorable au développement de l'industrie minière et un cadre incitatif aux investisseurs, outre la promotion du transfert de la technologie.

ANNÉE PROLIFIQUE POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

«Moteur» de l'économie algérienne, le secteur de l'énergie termine l'année avec de grandes réalisations.
L'année 2023 était une année prolifique pour le secteur, notamment en termes d'accords et de découvertes.

●●●



●●●

Elle a été marquée notamment par la signature de plusieurs accords avec des firmes internationales et des découvertes d'hydrocarbures permettant au pays d'augmenter ses recettes d'exportation et de disposer de réserves stratégiques pour l'économie nationale.
Sonatrach a signé, durant l'année 2023, dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, des contrats avec six compagnies mondiales, à savoir Eni, Occidental Petroleum, TotalEnergies, Sinopec et Pertamina, alors que des négociations avec des compagnies majeures sont en cours. L'année a été aussi marquée
par la signature d'un accord stratégique avec l'Italie, celui de la réalisation d'un nouveau gazoduc pour transporter du gaz naturel et alternativement de l'hydrogène bleu et vert et de l'ammoniac, ainsi que la pose d'un câble électrique sous-marin et l'extension de l'actuelle capacité de liquéfaction du gaz naturel.
Dans le domaine de la commercialisation, d'importants contrats de livraison de gaz ont été aussi concrétisés en 2023, avec la Chine et la Turquie. En outre, la compagnie nationale a concrétisé en juillet 2023 sa première livraison de GNL à Eni au terminal de regazéification flottant de Piombino en Italie, livrée par un méthanier détenu par la filiale Hyproc.
Pour ce qui est des découvertes, la compagnie en a annoncé dix, alors qu'elle s'apprête à reprendre ses activités en Libye.
Pour ce qui est de la transition énergétique, plusieurs projets ont été engagés en 2023, dont le lancement de l'avis d'appel d'offres par le groupe Sonelgaz pour la production de 2 000 MW d'électricité solaire photovoltaïque.

LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE «RESPIRE» À NOUVEAU

Après pas moins de quatre années blanches, les premiers signes de dénouement du dossier de l'automobile sont apparu fin 2022 avec la publication des décrets exécutifs fixant les conditions d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs et celle de construction de véhicules, ainsi que la relance de l'importation des voitures de moins de trois ans. C'est la marque italienne Fiat qui a fait son entrée, en premier en Algérie, avec le la commercialisation, depuis mars 2023, de six modèles de voitures. Le retour de l'importation a été cependant conditionné par le retour de l'industrie automobile.
Chose désormais faite avec l'entrée en production de l'usine Fiat à Oran inaugurée le 11 décembre 2023, avec une capacité de production initiale estimée à 60 000 véhicules par an, dans une première phase, et 90 000 véhicules par an dans une seconde phase.
La première voiture de la marque italienne Fiat sortira des lignes de productions en 2024.
L'année a été aussi marquée par le lancement de la commercialisation des véhicules de la marque Opel et de la marque chinoise Chery qui prévoit de lancer une usine de fabrication à Bordj Bou Arreridj, d'une capacité de de 24 000 unités par an.
L'année 2023 a en outre connu une accélération du processus de numérisation.
Des efforts colossaux ont été consentis par l'Etat selon le Président Tebboune qui a fixé la fin du 1er semestre 2024 pour parachever la numérisation. L'année 2024 sera aussi marquée par le lancement du 3e programme de réalisation de logements dans le cadre de la Location-vente AADL 3. En somme, les réalisations dans différents secteurs font que l'Algérie est en passe de rejoindre les économies émergentes, a affirmé le président de la République,

Lilia Aït Akli

ÉCOSYSTÈME DES STARTUPS

Une évolution notable

L'ANNÉE 2023 a été une année fructueuse pour le développement des start-ups en Algérie. Plusieurs événements marquants ont eu lieu, contribuant à la promotion de l'écosystème entrepreneurial et à l'amélioration des conditions de création et de développement des entreprises innovantes, reflétant, ainsi, la volonté du gouvernement algérien à soutenir l'écosystème entrepreneurial.
En 2023, le gouvernement algérien a pris plusieurs mesures pour soutenir les startups, notamment la mise en place d'un cadre réglementaire et juridique favorable au développement des startups, offrant des avantages fiscaux importants et un fonds national pour le financement des startups.
A titre d'exemple, il y a lieu de citer la loi sur les marchés publics, adoptée en juillet dernier, et dont l'objectif est de garantir un meilleur encadrement des marchés publics, en tenant compte des profondes mutations économiques du pays, à travers le renforcement de l'outil de production, notamment les start-up labellisées, les petites entreprises et les micro-entreprises.
En outre, le financement participatif a été lancé au profit des start-ups, permettant à ces dernières d'entrer en liaison, depuis des plateformes dédiées, avec les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières, et ce dans une démarche visant à encourager les initiatives entrepreneuriales.
De plus, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid avait annoncé l'augmentation du capital du Fonds algérien des startups qui est à 1.2 milliard de dinars, pour répondre aux demandes de financement conformément à la nature des activités et de l'investissement en matière d'innovation. Une Agence nationale de l'auto-entrepreneur a été créée en sus de la plateforme y afférente pour faciliter la création d'entreprises, sachant que l'agence sera mise en service début 2024.
Durant cette année, plus de 5 000 start-up recensées, dont 1.100 ayant obtenu le label «Start-up» ou celui de «Projet innovant», selon les chiffres du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Par conséquent, le nombre d'incubateurs a également augmenté, passant de 14 à 60 entre 2020 et 2023, pour offrir un accompagnement et un soutien aux startups. Des évènements marquants ont également eu lieu en 2023, visant à mettre en lumière le rôle dont jouent les startups dans la croissance économique nationale, il s'agit notamment de la deuxième édition de la Conférence africaine des start-up (ASC), durant laquelle le président de la République a affirmé l'engagement de l'Algérie à mettre son expérience en matière de start-up à la disposition des frères africains, à travers des espaces d'échange d'expertises.
La Conférence a réuni plus de 10 000 participants entre hommes d'affaires, entrepreneurs, experts et décideurs africains dans le domaine des start-up et de l'innovation, venus s'enquérir des nouveautés enregistrées dans le secteur en Afrique et échanger leurs expériences et expertises.
La deuxième édition a également connu l'adoption de «la Déclaration ministérielle d'Alger pour le développement des startups», laquelle met en exergue les efforts consentis par le gouvernement algérien pour le soutien des startups africaines. Cet évènement a regroupé des startups algériennes et africaines. Elles représentent plusieurs secteurs tels que l'énergie, la fintech, le Big Data, la santé, la cybersécurité, le Cloud, l'éducation ou encore la mobilité. De plus, les startups ont été fortement représentées durant la dernière édition de la Foire de la production algérienne (FPA), ces entreprises se distinguent par la variété des solutions qu'elles ont développées dans plusieurs secteurs. Les organisateurs ont consacré tout un pavillon pour les activités des start-up et les porteurs d'idées pour se faire connaître et échanger avec les acteurs économiques, en leur permettant d'attirer les financements et les investisseurs. Notant que l'Algérie est classée comme ayant le deuxième écosystème de startups le plus actif en Afrique, devant le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud.
La scène des startups en Algérie est particulièrement forte dans les secteurs du logiciel et des données, des transports et du commerce électronique et de la vente au détail. Quelques start-ups notables en Algérie comprennent Bit Bait Infinity, Web First Rank, KDBOX et Yassir.
Les événements marquants pour le monde de l'entrepreneuriat devraient se poursuivre en 2024, contribuant à la promotion de l'écosystème entrepreneurial et à l'amélioration des conditions de création et de développement des entreprises innovantes.

Rim Boukhari

EDUCATION NATIONALE

Des réformes pour un système éducatif de qualité

Les efforts de l'Algérie dans le secteur de l'éducation nationale se sont poursuivis à travers la mobilisation des moyens humains et matériels et la mise en place de réformes globales, en vue d'aboutir à un système éducatif de qualité. D'importantes avancées ont marqué les deux dernières années scolaires (2022/2023 et 2023/2024), qui se sont déroulées dans un climat social apaisé.

Depuis sa nomination à la tête de l'éducation nationale, Abdelhakim Belabed s'attelle à la mise en œuvre de plusieurs réformes décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour l'élaboration d'un système éducatif de qualité. Les rencontres d'échange des acteurs du secteur avec les responsables ont porté leurs fruits.

Les syndicats ont appelé les responsables du secteur à s'orienter vers une refonte globale du système éducatif et à procéder, par conséquent, à la révision des programmes d'enseignement, notamment dans le cycle primaire. Le Chef d'Etat a affirmé, pour sa part, son engagement à faire du secteur de l'éducation une priorité.

Cinq principaux axes ont été adoptés dans le cadre de cette réforme visant à améliorer la qualité du système éducatif, à savoir la réforme de la pédagogie et du système d'évaluation, de progression et d'orientation, l'amélioration de la qualité de l'encadrement et de la gouvernance du système éducatif et enfin le soutien à la scolarisation, étant donné que l'éducation est l'un des secteurs sensibles. Il concerne directement 11 millions d'élèves des trois cycles de l'enseignement qui aspirent à recevoir un enseignement de qualité.

La révision du système éducatif a commencé par le lancement de larges consultations avec les différents acteurs du secteur en vue d'introduire des réformes pédagogiques profondes au niveau de l'enseignement primaire, et ce à travers la révision des programmes et l'allègement du poids du cartable.

Sur ce dernier point, l'année scolaire 2022/2023 a connu plusieurs mesures à travers la dotation progressive de près de 1 600 écoles primaires, réparties sur l'ensemble du territoire national, en tablettes électroniques. Il a été question aussi de distribuer un double exemplaire des livres scolaires destinés aux élèves des classes de 3e, 4e et 5e année primaire, le but étant de leur permettre de se rendre à l'école avec des cartables, généralement des sacs à dos, plus légers que d'habitude.

L'autre décision audacieuse prise par les hautes autorités du pays est celle de généraliser l'enseignement de la langue anglaise dès le cycle primaire. Une étape cruciale dans le paysage éducatif algérien puisque l'anglais fera désormais partie intégrante des langues à maîtriser aux côtés de l'arabe, du français et du tamazight.



Les réformes du Président.

RÉFORME DU BEM, DU BAC ET DU SYSTÈME D'ÉVALUATION

Le ministère de l'Education nationale continue de chercher la bonne formule pour l'organisation des examens de fin d'année. Il a décidé d'engager une réforme du système d'évaluation et d'orientation en lançant un vaste chantier de révision des examens du BEM et du bac, tandis qu'un système national d'évaluation a été développé pour évaluer les acquis scolaires des élèves du primaire, et ce de la 1re à la 4e année.

Sur ce dernier point, le ministère prévoit d'aller progressivement vers l'abandon du système de notation et de le remplacer par des appréciations, tout en adoptant le même modèle d'évaluation des acquis des élèves de la 5e année. Un examen qui a été instauré en remplacement du précédent et dont les résultats ne seront pas comptabilisés dans les moyennes de passage au cycle moyen. Il vise principalement à « diagnostiquer les lacunes chez nos élèves à la fin du cycle primaire en vue d'y remédier », selon les explications du département de l'Education nationale.

Quant à l'enseignement secondaire général et technologique, il a été décidé d'instituer, à partir de la prochaine rentrée scolaire, la filière des arts avec ses quatre spécialités au choix (arts plastiques, musique, théâtre, cinéma et audiovisuel), en procédant à la création d'un lycée national des arts dont le siège sera établi à Alger.

Le secteur accorde également une importance particulière aux mathématiques en œuvrant à la révision des procédés d'orientation des élèves des filières mathématiques et maths-techniques, et ce dans le cadre d'une démarche visant à promouvoir cette matière très importante et à améliorer le niveau des élèves, notamment avec la création de l'Ecole supérieure des mathématiques et de l'Ecole supérieure de l'intelligence artificielle en 2021.

Entre autres dispositions prises pour redresser le secteur de l'éducation nationale, les responsables ont procédé à une grande opération de recrutement d'enseignants à travers la contractualisation dans les trois cycles de l'enseignement, ce qui a contribué à absorber le chômage, en particulier parmi les diplômés universitaires. Dans ce sens, il a également été procédé au recrutement d'enseignants spécialisés dans l'éducation physique et sportive, en attendant leur titularisation dans le cadre de l'opération de permanisation de 62 000 enseignants contractuels dans des postes permanents, laquelle est en cours.

Par ailleurs, le département de Belabed a, dès l'été dernier et en prévision de la rentrée scolaire de septembre 2023, une opération de recrutement direct de 400 auxiliaires de vie scolaire nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants souffrant de handicap, notamment les autistes.S'agissant du volet socioprofessionnel, le premier responsable du secteur avait indiqué que son département ministériel continuera à œuvrer sans relâche avec les partenaires sociaux, en vue d'apporter les dernières retouches au projet relatif au statut particulier des corps spécifiques de l'éducation nationale, de manière à répondre aux aspirations des membres de la communauté éducative et à améliorer leur situation financière, morale et professionnelle.

SUR LA VOIE DE LA NUMÉRISATION

Le secteur a mis en place divers axes liés à une utilisation plus large de la numérisation. Il s'agit notamment de la numérisation de la procédure d'inscription aux épreuves du baccalauréat et du brevet de l'enseignement moyen et la mise en service d'un système numérique de notification et de signalisation de l'état du chauffage dans les établissements scolaires, entre autres.

Cette numérisation inclura, selon les explications de différents responsables du secteur, de nouveaux services, en plus des examens nationaux, des concours de recrutement, des examens professionnels, de la gestion administrative et de quelques aspects pédagogiques. Il s'agit aussi de la numérisation totale de la gestion des logements de fonction.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN QUÊTE DE QUALITÉ

De grands efforts ont été fournis par le secteur de l'enseignement supérieur pour une meilleure qualité de l'enseignement et la prise en charge des préoccupations de ses différentes catégories.

Les derniers développements ayant marqué cette rentrée universitaire sont nombreux. Il s'agit notamment de la numérisation des activités de la gouvernance et de plusieurs activités pédagogiques et scientifiques, l'introduction de nouvelles spécialités permettant une formation dans les métiers d'avenir, axées notamment sur l'intelligence artificielle, la robotique, la médecine de demain, les mathématiques appliquées et la nanotechnologie.

La rentrée universitaire de 2023 a également connu le renforcement des infrastructures avec la réception de plus de 20 000 lits et de 40 000 places pédagogiques, à travers les différentes wilayas du pays, outre la création de rubriques au titre du budget de fonctionnement consacrées au soutien de l'innovation, à l'instar des dépenses pour la mise en place de brevets d'invention et d'innovation ainsi que des dépenses pour la création de start-up.

La mise en œuvre de la méthodologie d'approche participative se poursuivra pour faire de l'université une locomotive de développement par l'accompagnement des étudiants et de leurs projets, en œuvrant à répondre aux besoins de la société

Concernant le dossier de recrutement, le secteur a procédé au recrutement de près de 8 000 maîtres-assistants (classe B) dans différentes spécialités, à l'exception des sciences médicales pour lesquelles 1 409 maîtres-assistants hospitalo-universitaires (classe B) sont en voie de recrutement, avec éventuellement 500 autres postes similaires pour atteindre près de 2 000 postes, un chiffre « jamais atteint depuis l'indépendance ».

Il a aussi été question de procéder au recrutement des titulaires de magistère et de doctorat, ce qui constitue une solution exceptionnelle pour une situation exceptionnelle afin d'aider cette catégorie et résorber le chômage au sein des titulaires de ces deux diplômes.

Lynda Louifi

LA PRISE EN CHARGE DES MALADES AU CENTRE DES PRIORITÉS

Des avancées louables dans la santé

L'Etat a déployé, durant l'année 2023, des efforts colossaux pour la prise en charge de la santé des citoyens et a consenti d'importants investissements pour les ressources humaines et les infrastructures. L'année écoulée s'est également distinguée par la relance des plans de prévention sanitaire et la mise en place d'une initiative nationale de lutte contre le cancer, placée en tant que priorité nationale.



Des efforts colossaux déployés en 2023.

Cette volonté de l'Etat algérien, déterminé à mettre toutes les capacités matérielles en œuvre pour faire avancer le secteur de la santé, s'est concrétisée par l'allocation, au courant 2023, de plus de 711 milliards de dinars pour le développement des hôpitaux et une meilleure prise en charge des patients. Ainsi, de nouveaux établissements de santé ont été construits et les établissements existants ont été rénovés et agrandis. En parallèle, des programmes de journées d'études et de formations continues ont été développés pour répondre aux besoins spécifiques du pays, visant à renforcer le personnel médical et à garantir la disponibilité de compétences qualifiées.

La recherche et l'innovation ont également été soutenues. L'accent a été mis sur la promotion de la médecine innovante et la médecine de précision, dans l'objectif de trouver des solutions aux maladies chroniques et de travailler pour aller vers une médecine plus personnalisée et précise.

Témoignant d'une volonté politique forte en faveur de la santé des citoyens, l'une des grandes avancées est la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de la mise en place d'une initiative nationale de lutte contre le cancer. Cette initiative consiste en une série d'objectifs et de programmes en matière de prévention et de dépistage précoce. Le Président a décidé, dans ce cadre, de verser 70 milliards de dinars au Fonds national de lutte contre le cancer, et dès 2024, le fonds bénéficiera de 30 milliards de dinars dans le cadre de la consolidation annuelle de ses ressources, en plus des autres affectations au titre du budget de l'Etat. Le Président s'est également engagé à une meilleure répartition des centres de lutte contre le cancer au niveau national. Il a, en outre, insisté sur la nécessité d'orienter les investissements électronucléaires vers l'usage médical.

Il convient de noter qu'en 2023, deux hôpitaux algériens ont reçu des attestations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les désignant « Centre d'excellence » (Anchor) et Centre pivot collaborateur de l'Agence, parmi les 5 premiers centres au monde ayant obtenu cette prestigieuse reconnaissance. Il s'agit du Centre de médecine nucléaire relevant du centre hospitalier universitaire (CHU) de Bab El-Oued et de l'établissement hospitalier spécialisé dans la lutte contre le cancer Pierre-et-Marie Curie.

RELANCE DES PLANS DE PRÉVENTION

Tout au long de l'année écoulée, le rôle crucial des plans de prévention dans la préservation de la santé publique a été mis en exergue. En tant que volet prioritaire du secteur de la santé, près de 325 milliards de dinars y ont été consacrés. Les programmes de prévention se sont articulés notamment autour des campagnes de dépistage précoce des différents types de cancer, dont le cancer du sein et celui du côlon. Des campagnes de sensibilisation et de prévention des maladies non transmissibles, à l'instar des maladies cardiovasculaires, de l'obésité et du diabète, ont été organisées, et ce à travers notamment des programmes prônant une alimentation équilibrée et encourageant la pratique d'activités physiques et sportives.

En outre, l'accent a été mis sur la valorisation de la santé scolaire en tant que volet important de la prévention au niveau national. Dès le cycle primaire, la prévention débute avec la mise en place de dépistages précoces. Des directives fermes sont données par le premier responsable du secteur de la santé pour la prise en charge des enfants dès la détection de la moindre maladie, en les orientant vers les structures de santé concernées.

La prévention contre les maladies infantiles s'est également traduite en 2023 par l'addition d'un tout nouveau vaccin à effet polyvalent qui promet de renforcer la lutte contre les maladies infectieuses. Ce vaccin combiné, avec les autres vaccins déjà existants, permet de protéger les enfants contre pas moins de 11 maladies.

HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND ET JUMELAGE AVEC LA TURQUIE

L'année 2023 a été marquée par l'aboutissement de deux projets de réalisation d'hôpitaux avec des partenariats étrangers. Il s'agit, en premier lieu, du dépôt de la première pierre de l'hôpital algéro-qatari-allemand au niveau de Sidi Abdellah, à Alger. D'une capacité de 400 lits, le futur hôpital devrait être réceptionné en 2025. Cet hôpital disposera des moyens technologiques et scientifiques modernes, notamment dans le domaine de la neurochirurgie, la scoliose, la greffe du foie, la chirurgie cardiovasculaire chez l'enfant ainsi que d'autres spécialités. Il devrait permettre la prise en charge de la majorité des cas et des interventions chirurgicales, notamment celles qui nécessitent un transfert vers l'étranger car difficiles.

De même, un mémorandum d'entente portant sur le jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et son homologue turc à Istanbul a été ratifié entre les deux pays. Le mémorandum prévoit l'échange d'expériences et de connaissances ainsi que le transfert de technologies avec la programmation de visites mutuelles en faveur des médecins des deux pays. La tenue de rencontres de concertation technique, de rencontres scientifiques et de sessions pratiques en matière de brûlologie sont également prévues dans le cadre de ce jumelage.

En termes de renforcement des infrastructures, 90 établissements hospitaliers ainsi que des dizaines de polycliniques et centres de santé ont été réceptionnés ou rénovés sur tout le territoire national.

RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Le renforcement des ressources humaines et l'amélioration des conditions professionnelles de la santé ont connu un bond significatif. Le ministère de la Santé a procédé à l'ouverture de 19 000 postes budgétaires supplémentaires au titre de l'exercice 2023 dont des médecins spécialistes, des paramédicaux et du personnel administratif de la santé, notamment dans les zones d'ombre, dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations de santé dispensées à leur niveau.

Il s'agit notamment de 12 301 employés recrutés à travers 4 500 concours basés sur les diplômes. Le département de la Santé s'est également attelé à l'intégration des 20 350 agents bénéficiaires du dispositif d'assistance à l'intégration des diplômés. De même 3 109 agents bénéficiaires des contrats du dispositif d'activités d'insertion sociale ont aussi été intégrés, et 43 915 employés ont été promus à des grades supérieurs. Pour 2024, le secteur de la santé a obtenu une allocation financière de plus de 848 milliards de dinars dans le cadre du projet de loi des finances 2024. Ce budget a été spécialement alloué pour les charges de fonctionnement et pour mettre en œuvre une vision stratégique ambitieuse visant à améliorer la qualité des services médicaux en Algérie, mais aussi pour répondre aux préoccupations des employés du secteur. Le ministre de la Santé a annoncé une augmentation des salaires de 45 % par rapport à leurs rémunérations actuelles.

INSULINE ET DE MÉDICAMENTS D'ONCOLOGIE

Le grand défi de 2023 a été d'assurer la disponibilité des médicaments et de mettre fin aux pénuries récurrentes qui ont rythmé le quotidien des malades ces dernières années. Pour ce faire, le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a mis en place une politique visant à prioriser la production nationale afin de contribuer à la sécurité sanitaire du pays.

Un défi relevé qui s'est traduit concrètement sur le terrain par la production effective de stylos à insuline et le lancement par Saidal de la production d'insuline en flacon. De plus, une licence à un consortium de multinationales pour la construction d'une usine d'assemblage de stylos à insuline a aussi été accordée. D'autres projets sont actuellement à l'étude pour la production locale d'autres types d'insuline.

Concernant les médicaments anticancéreux, sur six projets validés, deux fabricants recourent à un cycle complet de production des formes sèches et deux autres en sont à des étapes avancées d'inscription post-production, tandis que le lancement de la production de formes injectables d'anticancéreux est prévu durant le deuxième semestre de 2024.

Il convient de noter que le défi d'assurer un taux de couverture du marché national en produits pharmaceutiques fabriqués localement a atteint 70 % en 2023, selon le ministre du secteur. Ce défi a été relevé grâce au développement du tissu industriel local qui compte actuellement 203 entreprises de production pharmaceutique, dont 189 sites de production et 14 entreprises de production dans le cadre de la sous-traitance.Sur l'ensemble des entreprises, 114 sont spécialisées dans la production de produits pharmaceutiques, 70 dans la production de dispositifs médicaux et 5 dans la production à la fois de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux. En outre, à la fin de 2023, le nombre de médicaments enregistrés dans la nomenclature nationale des produits pharmaceutiques, dans le cadre de la production locale, a atteint 3 327 sur 4 544 médicaments enregistrés, soit une hausse de 300 médicaments depuis août 2022, et ce dans le cadre de la production locale.

Par ailleurs, afin de garantir la disponibilité des médicaments et de suivre leur traçabilité, et dans le cadre de la lutte contre toute pratique commerciale illicite, comme le monopole et la vente concomitante, une plate-forme numérique du ministère a été développée, contribuant à assurer un encadrement réglementaire des marchés de ces produits.

Sihem Bounabi

SCÈNE CULTURELLE

Une année d'activités riches et engagées

L'Algérie a connu une année culturelle riche et diversifiée, marquée par des événements artistiques, des réalisations historiques dans divers domaines, et un engagement sans précédent pour les causes essentielles. Mais ce qui sort du lot sur la scène culturelle 2023, c'est en premier lieu la parution du décret présidentiel sur le statut de l'artiste.



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé le décret tant attendu par les artistes algériens. Paru le 7 Rabie Tani 1445 correspondant au 22 octobre 2023, ce décret publié dans le numéro 70 du Journal officiel, fixe la loi fondamentale visant à définir les droits et devoirs de l'artiste, notamment l'attribution de la carte professionnelle et leur droit à la sécurité sociale.

Un autre évènement tant attendu par le monde culturel est l'adoption du projet de loi sur le cinéma. Le Conseil des ministres, réuni le 12 décembre dernier, sous la présidence du Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a adopté le projet de loi relatif à l'industrie cinématographique. Tebboune a chargé lors de cette réunion, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, de la création d'une instance nationale, dont les missions seront attribuées aux gens du secteur, afin de superviser l'activité cinématographique et de relancer ce domaine vital, notamment avec la production, ces dernières années, d'excellentes œuvres dramatiques et l'émergence de jeunes talents en actorat et en réalisation.

Il s'agit aussi d'encourager tous les talents et les compétences cinématographiques en Algérie, tout en captant celles parmi les enfants de la communauté nationale à l'étranger en leur ouvrant la voie pour présenter leurs œuvres et contributions, pour faire de 2024 l'année du lancement de la production cinématographique».

En avril dernier, les travaux des assises nationales sur la politique de l'industrie cinématographique en Algérie se sont déroulés au Centre de conférences (CIC), Abdelatif Rahal. L'objectif de cette initiative était de débattre et d'enrichir la loi relative à l'industrie cinématographique, d'une part et de définir les principaux contours de la stratégie prospective du secteur du cinéma en Algérie.

CÉLÉBRATION DU SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

L'Algérie a également célébré, cette année, le Soixantenaire de son indépendance. La scène culturelle a connu une activité significative, notamment à travers des colloques internationaux, la production de films fictions et documentaires, ainsi que des pièces de théâtre traitant de sujets liés à la révolution algérienne.

Ces événements ont rendu hommage aux personnalités et aux événements historiques clés tout en renforçant l'engagement de l'Algérie en faveur de causes essentielles telles que l'unité africaine, la résistance culturelle, la cause palestinienne.

Parmi les moments forts de cette soixantaine d'indépendance, cinq colloques internationaux ont joué un rôle majeur en prévoyant un espace culturel et intellectuel d'une grande importance sur les plans académique et de la recherche.

Le secteur du cinéma a également connu des avancées significatives, avec la production de 11 films fictions et 6 films documentaires, pour la célébration du Soixantenaire de l'Indépendance.

D'autres activités, à l'instar des projections et des caravanes cinématographiques équivalent à plus de 200 projections cinématographiques ont été organisées dans plus 20 wilayas. Environ 3000 jeunes amateurs ont bénéficié de divers ateliers de formation dans plusieurs domaines cinématographiques. Parallèlement, le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a consacré un mois entier à la présentation de 16 pièces de théâtre liées à la célébration de l'indépendance.

Par ailleurs, des efforts ont été déployés pour la préservation du patrimoine culturel. L'Algérie a déposé, le mois de mars dernier, un dossier de classification sur le «Costume féminin de cérémonies dans le grand Est algérien : savoirs et savoir-faire associés à la confection et à la parure de la gandoura et de la melhfa», sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

ACTIVITÉS EN STAND-BY EN SOLIDARITÉ AVEC GHAZA

En solidarité avec le peuple palestinien, qui subit ces derniers mois un génocide commis par la machine de guerre israélienne sioniste, l'Algérie, a décidé de suspendre temporairement toutes les activités à caractère festif sur le territoire national, jusqu'à nouvel ordre.

La suspension des activités festives concerne des événements tels que la musique, la danse et les activités en plein air.

Cependant, certains événements culturels importants, tels que le Festival international du théâtre de Béjaïa, le Festival national du théâtre professionnel (FNTP) et le Salon international du livre d'Alger (Sila), ont été maintenus.

Deux événements culturels majeurs ont été impactés par cette décision. Il s'agit du Festival culturel international de musique symphonique (FCIMS), prévue du 19 au 26 octobre et du Festival du film méditerranéen d'Annaba, qui devait se dérouler du 3 au 9 novembre dernier.

La 3e édition du Festival international du monodrame féminin, a été organisée du 6 au 10 novembre dans la wilaya d'El Oued, avec la participation de la Palestine en tant qu'invitée d'honneur. Cependant, les activités festives associées à cet événement ont été annulées. De même pour le Festival local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès, programmé du 19 au 24 octobre 2023.

Après huit années d'absence, depuis 2015, le Festival «l'été en musique» est revenu cette année avec un programme riche et varié au goût de tous les mélomanes. Organisé par l'Office national de la Culture et de l'Information (ONCI), cette manifestation culturelle d'envergure internationale s'est tenu du 22 au 30 du mois en cours et ce au théâtre de plein air du Casif Sidi-Fredj.

ILS NOUS ONT QUITTÉS EN 2023

La scène culturelle algérienne a connu une année marquée par des adieux poignants, alors que plusieurs artistes, hommes et femmes de lettres, et acteurs culturels ont tiré leur révérence durant l'année dernière. Leurs contributions exceptionnelles dans divers domaines artistiques ont grandement enrichi et préservé le patrimoine culturel national.

Au seuil de 2023, la culture algérienne avait déjà perdu une lumière avec le décès du poète et écrivain Mohamed Lakhdar Abdelkader Essaihi, alias « Essaihi Essaghir ». C'était il y a tout juste un an, le premier janvier.

Ce n'était qu'un prélude à une série de pertes, englobant des personnalités marquantes, telles que le photographe Adolfo Kaminsky qui s'était engagé pour la cause algérienne durant la Guerre de libération nationale, le chanteur Mohamed Zanoun, et le violoniste de musique andalouse Mohamed Yahia Barloy, qui ont, chacun dans son domaine, contribué à la richesse artistique du pays.

Le mois de février 2023 a été marqué par la disparition du professeur et metteur en scène Omar Maayouf, ainsi que par celle de la jeune musicienne Fatima Billal de l'Association « Kortoba » de musique andalouse. Ces départs ont laissé un vide dans le paysage culturel, ébranlant ceux qui ont grandi au rythme de leurs créations.

Le deuxième trimestre de 2023 n'a pas épargné la scène artistique algérienne. En avril, le monde de la photographie perdait Salem Klari, tandis que la voix de la chanteuse Meriem Wafa s'éteignait aussi. Puis vint mai avec le décès de Kaddour Brahim Zakaria, réalisateur émérite, suivi par celui de Saïd Bensalma, figure emblématique du théâtre national algérien.

Juin a marqué la fin de plusieurs parcours, notamment ceux du trompettiste Djaffar Bensetti et du percussionniste Mustapha Berkani. Ces musiciens, aux talents indéniables, laissent derrière eux un héritage musical qui continuera de résonner.

La seconde moitié de 2023 fut caractérisée par un cortège de départs déchirants. Des personnalités comme Kamel Yahiaoui, artiste plasticien et poète, et Djamel Megharia, chanteur chaâbi engagé, ont quitté la scène en juillet. En août, le monde du rire perdait Wahid Bouzidi, comédien humoriste.

La liste des noms qui ont marqué ce semestre inclut également le jeune chanteur raï Cheb Aymen, ainsi que Ahmed Nezzar, connu sous le nom d'artiste « Ahmed Er'Refâa ».

La richesse culturelle de l'Algérie a été sérieusement ébranlée par ces départs successifs.

Les derniers mois de l'année ont vu le départ de Brahim Derri, ancien membre de la Troupe historique du FLN, du comédien Abdelhalim Zribi, et de l'académicien Abdelmalek Mortadh en novembre. Décembre a ajouté des noms à cette liste, notamment le chanteur chaâbi Cheikh H'mida Benhenda et l'artiste plasticien Abderrahmane Mekki. Ce mois, n'a pas épargné non plus l'homme de lettre, journaliste culturel et critique d'art Ameziane Ferhani qui s'est éteint cette semaine à l'âge de 69 ans.

Meriem Djouder

IL A CRÉÉ LE SERVICE DES TRANSMISSIONS DURANT LA RÉVOLUTION

Hommage au parcours d'Abdelhafid Boussouf

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga, a salué, dimanche à Alger, le parcours militant du moudjahid symbole, Abdelhafid Boussouf, dit Si Mabrouk, qui a eu le mérite d'avoir créé le service des transmissions et des liaisons générales durant la Révolution nationale.

Dans son allocution lors d'une conférence organisée à l'occasion de la commémoration du 43e anniversaire du décès du moudjahid symbole, Abdelhafid Boussouf, M. Rebiga a souligné que « Si Mabrouk était un dirigeant inspirant, de cette trempe d'hommes exceptionnels ayant marqué l'histoire ». Il a ajouté que ce «grand moudjahid a le mérite d'avoir créé, construit et encadré le service des transmissions et de renseignement qui avait joué un rôle important dans l'arrêt de la propagande tendancieuse, orchestrée par l'occupant français pour l'échec de la Révolution ». Le service en question avait contribué également à l'armement et à l'approvisionnement de la Révolution jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, selon Rebiga.

De son côté, l'ancien ministre et président l'Association nationale des anciens du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), Dahou Ould Kablia, a souligné que le moudjahid Boussouf comptait «parmi les éminents dirigeants de la Révolution, de par le rôle important dont il était investi, notamment dans le renseignement». Et de rappeler que son rôle «n'était pas limité au domaine du renseignement, mais s'étendait, également, à l'approvisionnement de l'Armée de libération nationale (ALN) en armes et équipements, étant le premier à envisager la fourniture d'armes par voie aérienne lorsque la France resserrait son emprise sur les frontières algériennes de toutes parts», a-t-il précisé.



Abdelhafid Boussouf.

Il a également mis en avant le rôle de «Si Mabrouk» dans la création de la première radio du Front de libération nationale (FLN) «pour faire face à la propagande mensongère et tendancieuse de l'occupant français, qui avait créé des radios dans différentes régions du pays pour discréditer la Révolution de libération».

Dans le même contexte, le moudjahid et ancien diplomate, Mohamed Debbah, a affirmé que «Si Mabrouk» était «le premier à établir un service d'écoute pour doter tous les services de la révolution en informations via des publications hebdomadaires et mensuelles», ajoutant que Boussouf «a contribué à l'armement et à l'approvisionnement de l'armée en divers équipements, à la formation des jeunes intellectuels au sein du service des liaisons en plus de sa contribution aux accords d'Evian».

Dans une intervention, l'ancien journaliste Mohamed Bouazara a indiqué que Boussouf était comme «la boîte secrète» de la Révolution de libération, rappelant qu'en 1956, il avait fondé une radio au nom de la révolution nationale pour contrer la guerre médiatique menée par la France contre l'Algérie. Il a été procédé à cette occasion à la distinction de M. Dahou Ould Kablia et d'autres moudjahidines.

S. N.

D'UNE VALEUR DE 30 MILLIARDS DE DA

64 000 tonnes de marchandises bloquées aux frontières en 2023

LE MINISTÈRE du Commerce et de la Promotion des exportations a fait le bilan des activités de contrôle économique et de répression des fraudes réalisées durant l'année 2023. Ce bilan a fait état de près de 64 000 tonnes de marchandises importées qui ont été bloquées aux frontières l'année écoulé.

La valeur de cette marchandise est d'un montant colossal avoisinant les 30 milliards de dinars. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dans un communiqué.

Le ministère a fait savoir que ses services ont bloqué « 63 992 tonnes de marchandises au sein de 974 cargaisons, pour un montant avoisinant les 29,9 milliards de DA », selon les termes du communiqué.

Globalement, les inspections aux frontières relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont contrôlé 50 526 cargaisons au cours de l'année 2023.

Selon le même bilan, les services de contrôle économique et de la répression de la fraude ont réalisé 2 073 716 interventions en 2023 au niveau du marché national et des frontières, ayant conduit à la saisie de 2,42 milliards de DA de marchandises.

La valeur des marchandises saisies durant cette année par les services de contrôle du ministère a, pour sa part, atteint 2,42 milliards de DA.

Durant l'année 2023, les agents de contrôle du ministère ont constaté 332 541 infractions et dressé 189 071 procès-verbaux de poursuite judiciaire.

Concernant le chiffre d'affaire dissimulé constatés suite aux opérations de contrôle, le bilan fait état de plus de 49,5 milliards de DA de transactions non facturées.

De plus, 13 449 fermetures administratives ont été proposées par les services du ministère.

S'agissant du contrôle analytique de la qualité, 11 184 échantillons prélevés pour analyses microbiologiques et physicochimiques ont été réalisés durant 2023.

Concernant la lutte contre la spéculation illicite, les services de contrôle économique et de répression des fraudes ont réalisé 183 412 interventions ayant permis le constat de 98 délits et conduit à l'établissement de 98 procès-verbaux, selon le même bilan.

M. B.

MONOXYDE DE CARBONE

Sept personnes sauvées à Constantine

Sept personnes ont été secourues ce lundi, à la cité Boussouf à la périphérie ouest de la ville de Constantine, par les éléments de la protection civile après avoir inhalé du monoxyde de Carbone.

Agées entre 2 et 77 ans, les victimes présentaient des dyspnées et se plaignaient de nausées, apprend-on du responsable de la cellule de communication du corps de secours de la wilaya.

Les victimes ont reçu les premiers soins sur place avant leur évacuation vers le CHU Dr Benbadis, précise la même source. Une défaillance au niveau de l'appareil de chauffage serait à l'origine de l'incident.

A. B.

TIZI OUZOU

Les festivités du nouvel an sans anicroches

LE PASSAGE de l'année écoulée à celle 2024 s'est déroulé dans d'excellentes conditions sur le plan sécuritaire, autrement dit, la sécurisation des personnes et de leurs biens au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cette sécurisation a été rendue possible grâce à la mobilisation des services de sécurité, et ce que ce fut en milieu urbain ou en milieu rural.

C'est le cas de le dire puis qu'en milieu urbain, ce sont les services de police qui ont veillé au grain en mettant à exécution leur plan spécial de sécurisation qu'ils ont réfléchi et élaboré depuis longtemps.

Dans son communiqué, la cellule de communication de la sûreté de wilaya a annoncé que ce plan spécial était « le renforcement des dispositifs mis en place, l'organisation d'opérations de police ciblant les points noirs, et le contrôle des personnes et des véhicules, tout en multipliant les patrouilles pédestres dans les places et lieux publics «.

« Dans le même sillage, poursuit le communiqué, les dispositifs dédiés de la circulation routière ont été renforcés pour garantir la régulation et assurer la fluidité et partant, sensibiliser les usagers de la route et les exhorter à se conformer aux règles de conduite saine et éviter les incivilités routières «.

De leur côté, les services de la gendarmerie nationale ont redoublé de vigilance en milieu rural, leur zone de compétence. Dans ce cas précis, barrages et patrouilles ainsi que les conseils aux usagers de la route, particulièrement les automobilistes ont été de mise.

Saïd Tissegouine

AZAZGA

Attribution de 641 logements LPL

SUR LE PROGRAMME de 1000 Logements de la formule LPL du site Imellel dans la commune d'Azazga, 641 unités ont fait l'objet d'une attribution au cours de cette journée du 31 décembre 2023.

Cette opération d'attribution, qui s'est déroulée à la maison de la culture de la ville d'Azazga et en présence du directeur général de l'OPGI, du directeur du logement de la wilaya, du chef de daïra de séant, du délégué communal local et du représentant de l'APW, a été traduite par une opération du tirage au sort, et ce sous la supervision d'un huissier de justice.

En des termes plus explicites, ces bénéficiaires ont joui de la chance d'être retenus sur la liste des bénéficiaires de ces logements. En effet, le nombre de demandeurs de logement dépasse de loin l'offre. C'est pourquoi donc, les responsables concernés, soucieux de l'équité, ont fait recours à l'opération du tirage au sort.

Cependant, si les heureux bénéficiaires sont retenus sur la liste comme tels, la remise des clefs de leurs logements respectifs se fera ultérieurement. Il y a lieu de conclure enfin que pour ces 641 bénéficiaires, la fin de 2023 a été de bon augure pour eux quant à l'entame de cette nouvelle année 2024.

Saïd T.

POUR UNE DURÉE DE DEUX ANS (2024-2026).

Ismaël Bennacer et Imane Khelif nommés ambassadeurs de l'Unicef en Algérie

Le milieu de terrain de la sélection nationale de football, Ismaël Bennacer, et la cheffe de file de la boxe algérienne, Imane Khélif ont été nommés, dimanche à Alger, ambassadeurs du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, pour une durée de deux ans (2024-2026).

Bennacer et Khelif seront deux ambassadeurs pour une durée de deux ans, à savoir de l'année 2024 à 2026. Ils se verront assignés la mission de "défendre les droits des enfants en Algérie, la promotion des axes principaux prévus dans l'accord élargi entre l'Unicef et l'Algérie, notamment dans le domaine sanitaire, la promotion des pratiques alimentaires et sportives saines, l'intégration des enfants qui souffrent d'handicap, ainsi que l'éducation de qualité", a précisé l'organisme onusien. "C'est une fierté que je sois l'ambassadeur de l'Unicef en Algérie.

C'est une opportunité pour moi d'aider les enfants de mon pays, chose qui a été parmi mes objectifs, car tout enfant a le droit à la prise en charge, à l'éducation et au sport et ce sont parmi les principes de l'organisation de l'Unicef et je serai prêt à servir les enfants de l'Algérie et je le ferai avec plaisir", a indiqué le milieu de terrain des "Verts", Ismaël Bennacer, en marge de la signature de l'accord. Sur sa participation avec la sélection nationale à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de football-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire, Bennacer s'est dit "heureux" d'avoir été convoqué pour l'événement, et tout le monde est déterminé à représenter les couleurs nationales comme il se doit. " Nous nous y préparons et nous fournirons le maximum d'efforts pour remporter cette 34e édition de la Coupe d'Afrique". De son côté, la boxeuse, Imane Khelif



(-66 kg), qualifiée aux Jeux olympiques de Paris-2024 a déclaré : " C'est un grand honneur pour moi d'être désignée ambassadrice de bonnes intentions de l'Unicef en Algérie. Il y a plusieurs enfants dans les régions enclavées dans le Sud et qui manquent de beaucoup de choses, d'autant plus que j'ai grandi dans cet environnement isolé et je connais la souffrance des enfants. Je suis toute excitée de soutenir les enfants d'Algérie, en coordination avec l'Unicef, je serai à leur côtés avec fierté et je suis prête pour cette mission". Pour sa part, la représentante de l'UNICEF en Algérie, Katarina Johansson s'est dite " heureuse", ajoutant : "C'est une chose importante pour nous, notamment avec la présence de ces deux jeunes sportifs de haut niveau qui deviendront deux champions dans les droits des enfants en collaborant avec l'Unicef.

C'est un honneur pour nous de signer avec un sportif et une sportive et je suis certaine qu'ils apporteront, tous deux, des messages importants". Il convient de rappeler que l'Unicef collabore, depuis plus de 60 ans, avec des ambassadeurs qui contribuent au développement des politiques de soutien aux enfants, de défense de leurs droits, tout en faisant connaitre leurs souffrances de par le monde et en sauvant la vie de plusieurs d'entre eux.

Cet organisme mondial collabore actuellement avec environ 400 ambassadeurs dans 103 pays et régions dans le monde. Ils sont tous des personnalités connues, comme sportifs, artistes et célébrités des réseaux sociaux, pouvant mobiliser plus de monde au service de la défense des droits des enfants.

VOLLEY-BALL -NATIONALE 1 (5E JOURNÉE) :

L'ESS tombe à Bejaïa, le WAT confirme

L'ES SÉTIF, leader du groupe Centre-Est, du championnat national de volleyball a connu son premier revers de la saison à la suite de sa défaite concédée en déplacement face au MB Bejaïa (3-0), lors de la 6e journée de la Nationale Une, disputée le week-end dernier. Intraitables depuis l'entame de l'exercice 2023-2024, les Sétifiens (15 pts) ont fini par tomber sur plus fort qu'eux et ainsi voir leur belle série de victoires prendre fin à Bejaïa, face au MBB. En effet, les Bougiotes ont été plus affutés et plus adroits dans cette partie dominée de bout en bout (25-18/25-18/25-19). Outre le MBB, ce résultat fait également les affaires du JSC Ouled Adouane (2e – 14 pts).

Et pour cause, l'autre formation de la wilaya de Sétif revient à un point de l'ESS après avoir battu l'OMK El Milia (3-0). Pour sa part, l'ES Tadjenanet s'est installée sur la 3e marche du podium après son succès ramené de Bordj Bou Arreridj face au champion sortant, le NRBBA (0-3). De son côté, l'EF Aïn Azel s'est également imposé en déplacement en battant la JM Batna (1-3), alors que l'Olympique Aïn M'lila a gagné contre l'ES El Eulma (3-1).

LE WAT S'OFFRE LE POC

Dans le groupe Centre-Ouest, le WA Tlemcen est inarrêtable (16 pts). Les Tlemcéniens ont accroché le PO Chlef (3e - 11 pts) à leur tableau de chasse en s'imposant sur le score de 3 sets à 1 dans le big match de cette 6e manche.

Pour sa part, l'ASV Blida a profité de la défaite du POC, et de sa victoire sur la JS Messelmoun (3-0), pour prendre la seconde place (13 pts).

Le MC Alger a, quant à lui, rejoint la JSM à la 4e place après avoir battu le RM Arzew (3-0). Dans les deux dernières parties, l'ES Bethioua et l'O El Kseur ont enregistré un nouveau succès en s'imposant, respectivement, face à la JSB Ighram (3-0) et le RC M'sila (3-1).

HANDBALL - DIVISION EXCELLENCE (9E JOURNÉE) :

La JSE Skikda seule aux commandes du groupe B

LA JSE SKIKDA a pris seule les reines du groupe B du championnat national de handball, Super Division, à la faveur de sa victoire enregistrée à domicile face au CS Bir Mourad Rais (28-20), lors de la 9e journée disputée le week-end passé. Invaincus depuis l'entame de l'exercice actuel, les Skikdis ont enchainé avec un 9e succès de rang qui leur permet de trôner en solo sur leur groupe.

La JSES doit également cette première place au report du match de l'ancien coleader, à savoir, le MR Bordj Bou Arreridj à cause de la présence d'un certain nombre de ses joueurs en équipe nationale, alors qu'ils devaient se rendre à Bechar pour défier la JS Saoura.

Ce match n'est pas le seul à être ajourné, car la rencontre CR Bordj Bou Arreridj - MC Oued Tlélat, de la même poule, a également été différée pour les mêmes raisons.

Dans les autres parties du groupe B, le C. Chelghoum Laïd s'est imposé sur le fil face au NRKG Alger (26-25), tandis que l'AB Barika a dominé le CRBEE Alger-Centre (30-22). Pour sa part, l'OB Metlili Chaâmba a enregistré sa première victoire de la saison en battant, difficilement, le MC Alger sur le score de 28 à 27.

STATU QUO DANS LE GROUPE A

Contrairement au groupe B, le groupe A n'a pas connu de changement en tête. Difficile vainqueur de l'IC Ouargla (25-24), le CRB Mila préserve lui aussi son invincibilité et signe sa 9e victoire.

Les Mileviens sont talonnés par l'ES Aïn Touta victorieuse de l'O. El Oued (29-27) et le HBC El-Biar qui ont damé le pion à la lanterne rouge, le MM Batna (18-23).

Concernant les autres empoignades, l'OM Annaba a largement dominé l'O. Maghnia (36-22), le CHB Zighout Youcef a pris le meilleur sur le MC Saïda (21-16), alors que l'ES Constantine a été accrochée par l'ES Arzew (23-23).

HANDBALL/CAN-2024 :

Victoire de l'Algérie devant l'Irak (39-35)

L'ÉQUIPE NATIONALE algérienne de handball (messieurs) s'est imposée devant son homologue irakienne sur le score de (39-35), mi-temps (20-16) en match amical disputé samedi à Doha (Qatar) dans le cadre du tournoi international programmé du 30 décembre au 2 janvier 2024, en prévision du 26e Championnat d'Afrique des nations CAN-2024 en Egypte (17-27 janvier). Les "Verts" ont débuté ce tournoi, par une défaite devant le Qatar (25-32), qu'ils affronteront de nouveau mardi prochain (15h30). Les Sept national a entamé dimanche dernier un stage à Alger avant son déplacement au Qatar, au cours duquel le nouveau sélectionneur national Farouk Dehili a fait appel à 23 joueurs, dont la majorité évoluent à l'étranger. La sélection algérienne enchaînera par un stage précompétitif en Tunisie (10-15 janvier), avec au programme deux tests face à la Tunisie et la Guinée.

Les "Verts" s'envoleront ensuite pour Le Caire pour prendre part au rendez-vous africain. Lors du prochain tournoi continental, les "Verts" évolueront dans le groupe C en compagnie du Maroc, du Gabon et de la Libye. Les deux premiers de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale.

Les 3e et 4e disputeront la coupe du Président. L'équipe sacrée lors de cette 26e édition de la CAN se qualifiera directement aux Jeux olympiques JO-2024 de Paris, alors que le finaliste disputera un tournoi qualificatif en mars prochain. Les cinq premiers du CAN-2024 représenteront le continent africain au mondial 2025 prévu en Croatie, Danemark et Norvège. Farouk Dehili a succédé à Salah Bouchekriou sur le banc de l'équipe nationale en décembre, suite à la décision de la FAHB de se séparer des services de l'ancien international pour motifs "disciplinaires".

LES « 26 » EXPLIQUÉS ET ASSUMÉS, PLACE À LA PRÉPARATION D'AVANT-TOURNOI :

Djamel Belmadi : « Qui a dit que nous étions favoris ?»

Sereinement, plutôt calme contrairement à son habitude sauf sur l'affaire des Caf-Awards qu'il ne laissera pas passer en plaçant une pique à la presse nationale pour son traitement du cas Mahrez, le sélectionneur national a dit ses vérités quant au choix des noms avec lesquels il compte aller jusqu'au bout de l'aventure ivoirienne. Se gardant d'élever la barre trop haute. . .



PAR AZOUAOU AGHILES

C'est un Belmadi sûr de ses choix et bien campé sur ses convictions qui s'est présenté au dernier grand oral avant le départ pour le Togo où se déroulera, comme on le sait, l'ultime phase de préparation, avec deux tests amicaux, prélude aux grands débuts des Verts le 15 janvier face à l'Angola. Dévoilée au compte-gouttes aux yeux de l'opinion et à l'origine d'un début de polémique, la liste des « 26 » a bien sûr été différemment interprétée. Ce à quoi, le driver des fennecs, toujours sûr de ses choix, a répondu sans faux-fuyants, la très attendue liste s'inscrivant en droite ligne des tendances confirmées d'ailleurs par les dernières rencontres (qualifications de la CAN et du Mondial 2026) qui en ont dessiné les contours, les noms avancés puis confirmés étant accueillis sans trop de surprise. Prié de s'expliquer, notamment sur nombre de dossiers chauds, Belmadi a paru, encore une fois, serein dans une conférence de presse assez calme. Tour à tour et sans détour, il aura eu à convaincre l'auditoire. D'abord s'agissant des chances de l'Algérie dans un tournoi aussi difficile et où rien n'est acquis à l'avance, les pronostics tout sauf évidents même si les Verts (ce n'est pas lui qui le dit et infirme même) figurent parmi « les favoris au sacre final. » Vrai ou faux ? « Nous y allons, c'est sûr, pour jouer les premiers rôles et défendre crânement nos chances. Nous essayerons d'aller le plus loin possible. Pour vaincre tout simplement. » Pour rappeler que, tant pour lui que pour son équipe, depuis qu'il est là, l'objectif n'a pas changé : « Viser toujours plus haut. » Précision, il nuance que « nous ne sommes pas favoris, car il y a une forte concurrence. Beaucoup de sélections qui ont cette ambition de succéder au Sénégal. Dont le Sénégal lui-même. » Des mots forts pour mettre à l'abri de la pression, ce groupe qui lui « rappelle celui de 2019 en Egypte ?» Peut-être mais ce rappel historique signifie que cette équipe a de l'ambition. Capable de réaliser l'exploit et remettre le football algérien, on l'espère, sur le toit de l'Afrique comme il y a cinq ans. Les Fennecs favoris alors ? Indirectement, il confirme qu'« ils ne figurent pas dans le lot .» Avis donc aux amateurs et autres bookmakers mais on sent, comme avant l'expédition aux pieds des Pyramides où personne ne les attendait, qu'ils en veulent terriblement. En tout cas prêts à relever le défi et à nous faire revivre les nuits de folie populaires vécues juste après le coup de sifflet final de l'arbitre et la victoire (1-0) contre les « Lions de La Teranga. » De bon augure. Rien à voir (on croise les doigts) avec la double désillusion CAN au Cameroun (sortis dès le premier tour) et Coupe du Monde au Qatar (amère élimination contre le . . . Cameroun en Algérie qui plus est), même si « la lutte », dira-t-il, sera « acharnée contre par exemple le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, le détenteur en titre le Sénégal et le pays organisateur, la Côte d'Ivoire, que j'estime être les mieux placés. » Il évoquera par ailleurs, et c'était inévitable, certains sujets « sensibles » liés, on le devinait au départ, aux grands retours du trio Belaïli-M'Bolhi- Bennacer absents pour diverses raisons et figurant finalement dans la liste des partants au même titre que les Slimani, Aouar ou Atal, en manque de temps de jeu ou à la forme déclinante mais qu'il estime en mesure d'apporter le plus escompté dans un tournoi des plus relevé. Avec un groupe alliant l'expérience et la jeunesse de joueurs talentueux qui vont découvrir le prestigieux tournoi continental, tout reste possible pour confirmer des ambitions désormais en nette hausse. En attendant le grand jour, le stage prévu au Togo, avec deux rencontres amicales, contre le pays hôte et surtout celui contre le Burundi, devant être mis à profit, indiquera-t-il enfin, « pour nous fixer et nous rapprocher du onze- type qui pourrait disputer le match d'ouverture contre l'Angola ».

A.A

TERRIBLE TUILE POUR LES VERTS :

Blessé, Amine Gouiri est officiellement forfait pour la CAN

PREMIER COUP dur pour les Verts. Teribble même ! Le staff technique de l'équipe nationale, en concertation avec le staff médical, a décidé de libérer l'attaquant Amine Gouiri pour cause de blessure, l'empêchant de prendre part à la prochaine CAN TotalEnergies – Côte d'Ivoire 2023. Après examen du staff médical de l'équipe nationale et s'appuyant également sur le dossier médical de son club, le Stade Rennais FC, il a été décidé de ménager le joueur et de lui permettre de se rétablir convenablement. La délégation de l'équipe nationale et la fédération algérienne de football souhaitent un prompt rétablissement au joueur.

LE COMMUNIQUÉ DE LA FAF :

"Le staff technique de l'équipe nationale, en concertation avec le staff médical, ont décidé de libérer l'attaquant Amine GOUIRI pour cause de blessure l'empêchant de prendre part à la prochaine CAN TotalEnergies – Côte d'Ivoire 2023. Après examen du staff médical de l'équipe nationale et s'appuyant également sur le dossier médical de son club, le Stade Rennais FC, il a été décidé de ménager le joueur et de lui permettre de se rétablir convenablement. La délégation de l'équipe nationale et la fédération algérienne de football souhaitent un prompt rétablissement au joueur."

POINTS, VIRGULES . . .POINTS, VIRGULES . . . POINTS, VIRGULES . . . POINTS, VIRGULES . . .

Conf -Tour d'horizon

Les sujets phares abordés par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, en quelques points et où il s'explique sur certaines préoccupations du large public algérien. Objectivement et sans polémiques stériles après celles ayant précédé la publication de la liste finale des joueurs l'esprit déjà à Bouaké et la CAN 2023

Par Rabah Azizi

POURQUOI UNE LISTE À 26 ET PAS 27 ?

« Pour des raisons pratiques d'autant que je ne suis pas porté sur les effectifs pléthoriques. Dans ce ce genre de compétitions, je privilégie plus la gestion des joueurs. L'expérience nous a appris que plus on a d'éléments sous la main, moins on a la maîtrise du groupe.

C'est toujours compliqué. Quant aux joueurs, surtout ceux en manque de temps de jeu, c'est également la gestion qui est importante, d'autant que tout ce fait en fonction de leurs postes. C'est pourquoi, un joueur comme Larouci ne serait pas avec nous si cette même liste était limitée à 23 joueurs par exemple. »

POURQUOI UNE HIÉRARCHIE POUR LE POSTE DE GARDIEN ?

« C'est la concurrence qui fixe les règles du jeu. Surtout pour le poste de gardien de but où ça doit être clair dans l'esprit du trio concerné avec une hiérarchie tout aussi claire en premier lieu.

C'est important la concurrence oui, mais il est évident que le titulaire du poste se doit d'être tranquille. Pour notre part, c'est tranché, il n'y a pas de souci. »

QUID DE L'ÉTAT DE FORME DU DUO ATAL –SLIMANI ?

« On n'a pas perdu de temps avec ces trois joueurs qui sont avec nous depuis plus de dix jours (20 décembre ndlr).

Ils ont bénéficié d'une bonne prise en charge pour atténuer leur manque de compétition. Atal et Islem Slimani ont l'expérience pour être prêt et répondre présent quand il faudra. »

QU'EN EST-IL DE AOUAR ET BENNACER ?

« D'abord Bennacer a rejoué avec le Milan AC et enchaîné les matchs. Ce qui veut tout dire et je ne pense pas qu'il ne sera pas en mesure de le faire contre le Burundi et l'Angola. Je suis tout aussi tranquille dans le cas d'Aouar qui est bien rétabli. Comme Bennacer, il peut jouer en sélection. »

POURQUOI LE TRIO SLIMANI-M'BOLHI- BELAÏLI ?

« Comme Atal et Slimani, c'est deux éléments ont l'expérience pour eux. Pour dire qu'on ne change pas d'effectif à 100% en fonction des CAN qui se jouent tous les deux ans. Certains feront même 4, 5 ou 6 CAN. Quoi de mieux pour une bonne carrière internationale. »

LE GROS ESPOIR SUR UN BENTALEB RAYONNANT ?

« Après Guedioura en 2019 qui a rendu tant de services à la sélection, j'ose espérer que Bentaleb aura le même rendement. Il est rayonnant c'est pourquoi j'espère qu'on pourra bénéficier de son niveau en club très important de la même manière que l'on avait bénéficié de Guedioura à ce poste. Il me semble qu'il y a beaucoup de talents et de similitudes dans nos effectifs. Nous d'être unis en compétition. »

POURQUOI LE TOGO (1ER-10 JANVIER 2024 À LOMÉ) POUR LA TOUCHE FINALE DE LA PRÉPARATION ?

« Nous allons dans un pays limitrophe, avec pratiquement les mêmes conditions qui prévalent à Bouaké, notre centre de base. Opportunité dont on a été privés avant l'édition du Cameroun avec le Covid, ce qui nous empêché de nous travailler comme on aurait voulu le faire dans des conditions similaires à celles de la compétition. »

R.A

UNION NORD-AFRICAINE DE FOOTBALL (UNAF) :

Le président de la Faf, Walid Sadi, élu vice-président

LA STRUCTURE en charge de la gestion du football algérien (FAF) a, rappelle-t-on, annoncé samedi, l'élection de son président, Walid Sadi, à la vice-présidence de l'UNAF jusqu'en 2027. On apprend par ailleurs qu'il Sadi sera chargé de la mission de président de la commission des compétitions de l'Union nord-africaine de football. Après son élection à la tête de l'instance de Dely-Brahim, il inscrit à son actif une nouvelle victoire. Il est bon de rappeler que l'Union nord-africaine de football est, comme son nom l'indique, une confédération régionale de la zone nord-africaine qui dépend de la Confédération africaine de football, CAF.

L'IA apporte beaucoup plus au DevOps qu'il n'y paraît

Technologie : L'automatisation rendue possible par l'IA contribue à "réduire le temps consacré aux tâches banales, ce qui permet aux équipes de se concentrer sur la communication et les initiatives stratégiques", explique Ronen Slavin, cofondateur et directeur technique de Cycode.



Pratiquement tous les leaders DevOps (97 %) utilisent l'IA générative d'une manière ou d'une autre affirme une enquête menée par Sonatype auprès de 800 leaders DevOps. Et près d'un responsable sur trois (31 %) déclare avoir déjà mis en œuvre l'IA générative dans ses processus de développement de logiciels.
Les leaders du secteur s'accordent à dire que l'IA est en train de révolutionner - ou promet de révolutionner - l'expérience DevOps. Pour commencer, l'un des cas d'utilisation les plus courants est la l'intégration continue ou le déploiement continus (CI/CD), selon une analyse publiée par GitLab : "L'IA aide à automatiser le processus de build, de test et de déploiement du code de sorte que tout changement qui passe les tests peut être intégré dans la base de code existante et déployé immédiatement dans les environnements de production."
Mais les avantages de l'IA ne se limitent pas à la production de meilleurs logiciels. Elle contribue à rapprocher les équipes impliquées dans le développement, les opérations et le business.

"Réduire le temps consacré aux tâches banales"

Comment cet avantage de l'IA se concrétise-t-il exactement ? "L'IA contribue à combler les lacunes en matière de communication entre les différentes équipes d'un projet", explique Ronen Slavin, cofondateur et directeur technique de Cycode. "En automatisant les réponses aux questions de routine et en expliquant les problèmes sur la base des connaissances existantes, l'IA réduit la charge manuelle d'explication et de résolution des problèmes courants."
L'automatisation rendue possible par l'IA contribue à "réduire le temps consacré aux tâches banales, ce qui permet aux équipes de se concentrer sur la communication et les initiatives stratégiques", ajoute M. Slavin. "Cette réduction de la communication de routine favorise un environnement propice à des discussions plus significatives entre les développeurs, les opérations, les équipes commerciales et les dirigeants." L'IA et l'IA générative "permettent à de nombreux employés de travailler plus facilement ensemble, quel que soit l'endroit où ils se trouvent", reconnaît explique Jeremy Rambarran, professeur à la Touro University Graduate School of Technology.. En outre, elle stimule la créativité, ce qui aide les utilisateurs à formuler des idées nouvelles et à remettre en question les idées reçues.

"Les robots pilotés par l'IA réduisent l'identification et la rectification manuelles des erreurs"

Dans un avenir proche, l'IA pourrait ouvrir la voie à une accélération rapide des déploiements de logiciels. "Les robots pilotés par l'IA, qui aident à la révision du code ou à la détection et à la résolution automatiques des bogues, accélèrent le processus de développement et favorisent un environnement collaboratif en réduisant l'identification et la rectification manuelles des erreurs", explique M. Slavin.
"En outre, le concept de coéquipiers IA travaillant aux côtés de développeurs humains dans des tâches de routine telles que la mise à jour des dépendances ou le traitement des rapports de bug bounty illustre de plus grandes possibilités de collaboration."

Payer pour tweeter ? X fait un pas vers le paywall



Elon Musk affirme que sa plateforme sociale lutte contre les bots grâce à des abonnements à 1 dollar. La facturation d'un abonnement contribuera-t-elle réellement à mettre fin aux faux comptes ?
X, anciennement connu sous le nom de Twitter, teste un nouveau système d'abonnement appelé "Not A Bot". Dans le cadre de ce nouvel abonnement, tout nouvel utilisateur doit vérifier son numéro de téléphone et payer 1 $ par an pour accéder aux principales fonctionnalités, telles que tweeter, retweet, liker, bookmarker et créer des listes. Si vous décidez de ne pas payer, vous ne pourrez que lire des messages, regarder des vidéos et suivre des comptes.

X a commencé à tester l'abonnement "Not A Bot" le 17 octobre 2023 dans deux pays : les Philippines et la Nouvelle-Zélande. Les prix varient en fonction du pays et de la devise, mais dans le cadre de ce programme pilote, l'abonnement coûte un dollar américain par an.
"Rien n'empêche un escroc de dépenser 100 dollars pour acheter une centaine de nouveaux comptes de robots"
Le réseau social d'Elon Musk affirme que l'abonnement fait partie des efforts de X pour lutter contre le spam et l'activité des robots. Les nouveaux utilisateurs qui refusent l'abonnement ne pourront utiliser que les fonctions de "lecture seule". La facturation d'un abonnement contribuera-t-elle à mettre un terme aux faux comptes ou pourrait-elle aggraver le problème ? Kolina Koltai, chercheuse au sein du collectif d'investigation Bellingcat qui a précédemment travaillé chez Twitter, a déclaré à ABC News : "Rien n'empêche un escroc de dépenser 100 dollars pour acheter une centaine de nouveaux comptes de robots."
De nombreux utilisateurs de Twitter sont du même avis. Parmi les commentaires les plus populaires en réponse à l'annonce "Not a Bot" Twitter, on peut citer :
"100 bots pour 100 dollars ? Quelle aubaine !"
"La plupart des bots ont des coches bleues maintenant."
Les vraies personnes quitteront la plateforme.
"Seuls les bots s'abonneront pour 1 $."

Cet abonnement est une tentative d'obtenir les données de votre carte de crédit

En outre, M. Koltai a ajouté : "Les nouveaux utilisateurs de la plateforme ne seront peut-être pas enclins à payer 1 dollar et à donner les informations de leur carte de crédit à X." C'est un excellent point et de nombreux utilisateurs de X sont d'accord.
David Moscrop, journaliste et politologue canadien, a tweeté : "Je quitterai définitivement avant de donner à ce site infernal mes informations bancaires, ma carte de crédit ou toute autre information financière. Il ne s'agit pas d'un jeu anti-bots. Il s'agit d'un jeu visant à inciter les gens à faire de Twitter une application de paiement/tout-en-un". Il n'est pas le seul. D'autres font remarquer que cet abonnement est une tentative d'obtenir les données de votre carte de crédit. En transformant X en un service "Pay for Play", note Scott Nover de Slate, X vise à "habituer les gens à payer X," et non à éliminer le spam.

Les résultats financiers de Twitter toujours en berne

En attendant, Twitter continue de proposer X Premium, son abonnement payant qui ajoute une coche bleue à votre compte et offre un accès anticipé à des fonctionnalités telles que la possibilité de modifier les messages, de créer des messages de plus de 280 caractères et de classer vos messages par ordre de priorité afin d'atteindre un public plus large. L'abonnement Premium est proposé à partir de 8 dollars par mois ou 84 dollars par an.
L'entreprise propose également X Premium to "Verified Organizations". Il s'agit d'un service destiné aux entreprises, aux gouvernements et aux organisations à but non lucratif, qui s'accompagne d'une coche dorée, de badges d'affiliation, d'une assistance premium, d'une protection contre l'usurpation d'identité et d'autres fonctionnalités. Le service Verified Organization coûte 1 000 dollars par mois.
Rien de tout cela ne semble avoir aidé les résultats financiers de Twitter. Linda Yaccarino, PDG de X, a récemment admis que X a perdu 11,6 % de ses utilisateurs actifs quotidiens depuis le rachat par Elon Musk, passant de 254,5 millions à 225 millions d'utilisateurs. Cet été, Musk a affirmé que X comptait plus de 550 millions d'utilisateurs mensuels. Dans son dernier rapport financier public de juillet, la société a indiqué qu'elle avait perdu 59 % de son chiffre d'affaires.

X, roi de la désinformation

Au cours de la même période, la réputation de X a été mise à mal. L'Union européenne a affirmé que X a le taux le plus élevé de messages de désinformation de toutes les grandes plateformes de médias sociaux.
Plus récemment, NewsGuard, un site qui fournit des outils pour lutter contre la désinformation, a constaté que les comptes vérifiés de la X sont de grands diffuseurs de fausses informations sur le conflit israélo-palestinien. Sur les 250 messages les plus engagés (likes, reposts, réponses et signets) véhiculant des fake news, 74 % provenaient de comptes marqués d'une coche bleue.
En résumé, X perd des utilisateurs, diffuse plus de propagande et de spam publicitaire que jamais et se trouve dans une situation financière délicate. X a besoin de plus d'utilisateurs et de revenus, et "Not a Bot" est un effort pour collecter des fonds, pas pour éliminer le spam. Musk envisage depuis longtemps de placer l'ensemble de Twitter derrière un paywall. Cet abonnement pourrait être le premier pas dans cette direction.

L'avenir du web pourrait être radieux, *mais il y a des choses à régler d'abord*



Technologie : A l'approche d'une nouvelle ère internet, nous risquons de reporter les problèmes non résolus d'aujourd'hui.

Depuis ses humbles débuts, internet a fini par devenir une expérience révolutionnant nos façons d'interagir, d'acheter, d'apprendre et de travailler. Internet est devenu un espace numérique où n'importe qui, n'importe où dans le monde, peut recevoir une information sur n'importe quel sujet. Le World Wide Web est désormais une source de possibilités illimitées, nous montrant un avenir radieux de communication mondialisée. Il y a d'abord eu le web 1.0, puis le web 2.0. Aujourd'hui, nous voyons les débuts du Web3, la nouvelle ère internet qui, selon ses partisans, ne ressemblera à rien de ce que nous avons vu auparavant : libre, décentralisé, et sans les politiques et les programmes financiers des grandes entreprises.

L'idée du Web3 est d'intégrer la technologie de la blockchain, comme les cryptomonnaies et les NFT, dans le tissu de notre monde numérique. Les réalités virtuelle et augmentée entrent également en jeu, notamment avec l'introduction du metaverse. Les partisans du Web3 voient la blockchain comme un moyen fiable et transparent de tracer les données et de faire d'internet un espace plus accessible à tous.

C'est du moins la vision la plus optimiste.

Un internet fragmenté ?

Mais sur internet, tout ce qui a un potentiel positif peut être utilisé à des fins malveillantes. Comme aujourd'hui, la prochaine itération du web pourrait continuer à permettre à des acteurs malveillants de réaliser des escroqueries, du harcèlement, des abus, de la désinformation et des vols d'identité soigneusement élaborés – potentiellement à une échelle toujours plus grande. Kat Townsend, directrice exécutive des collaborations en matière de données ouvertes à la Web Foundation, affirme que l'un des principaux problèmes auxquels est confronté l'avenir du World Wide Web est l'émergence d'un « splinternet », c'est-à-dire un internet fragmenté composé de plusieurs éléments distincts qui bloquent la libre circulation des informations entre les nations et les utilisateurs.

Sur un internet fragmenté, les pays peuvent décider de ce que les utilisateurs peuvent ou ne peuvent pas faire en ligne.

Les gouvernements justifient généralement la fragmentation du web par des préoccupations de sécurité nationale, comme dans le cas de la tentative américaine d'interdire TikTok, propriété de la Chine. Dans de nombreux cas, la fragmentation du web est un moyen pour les gouvernements d'endiguer l'influence d'internet sur le discours politique.

Une menace pour la vie privée et la sécurité

La fragmentation crée des blocages importants à la coopération mondiale et à la libre circulation de l'information. Selon Kat Townsend, il ne suffit pas que les entreprises assument la responsabilité de combattre les problèmes de confidentialité et de fragmentation. Pour réussir, elles doivent faire l'effort de collaborer ensemble.

« L'augmentation de la fragmentation est une véritable menace pour la vie privée et la sécurité en ligne », explique Kat Townsend. « Lorsque des politiques de protection de la vie privée sont rédigées, comment sont-elles mises en œuvre ou appliquées ? Nous aimerions voir plus de cocréation dans ces politiques.

Fondamentalement, pour avoir un web sûr, vous avez besoin de politiques qui sont développées avec de multiples partenaires et organisations. » Les technologies de blockchain et de réalité virtuelle ont également leurs écueils. L'affirmation selon laquelle la blockchain est une solution magique aux problèmes de la Big Tech minimise les aspects négatifs de la technologie, comme le fait que le minage des cryptomonnaies est un fardeau majeur pour l'environnement et qu'elle abrite de faux systèmes d'enrichissement rapide. En l'état actuel des choses, cette technologie ne répond pas à ses attentes.

Les espaces de réalité virtuelle et de réalité augmentée en ligne sont également fragmentés et manquent de dispositions de sécurité appropriées. Meta a investi d'énormes sommes d'argent dans sa technologie du metaverse, mais a été critiqué pour ne pas avoir modéré ses environnements virtuels, laissant ainsi libre cours à des comportements préjudiciables. Si les entreprises de médias sociaux ne parviennent pas à maîtriser les problèmes auxquels sont confrontées leurs plateformes actuelles, que dire de la sûreté et de la sécurité de notre futur internet ?

Réglementer ou laisser faire ?

La Web Foundation espère que les utilisateurs imposeront des normes plus strictes aux grandes entreprises de la tech et que des directives juridiques et communautaires garantiront que les organisations sont tenues responsables de l'utilisation éthique de la réalité virtuelle.

Le problème, cependant, est la lutte permanente entre le désir de moins de réglementation gouvernementale et la nécessité de faire confiance aux entreprises pour prendre des décisions dans l'intérêt des utilisateurs.

« Nous sommes ravis que les gens soient curieux de savoir comment rendre le monde meilleur. Mais ce que nous avons vu, c'est que les technologies basées sur la blockchain sont utilisées pour consolider le pouvoir et utilisées pour plus de mal que de bien », dit Kat Townsend. Kat Townsend fait référence au « Contrat pour le Web » de la Web Foundation comme ligne directrice pour un internet plus sûr. Le contrat, créé par Tim Berners-Lee, le créateur du World Wide Web, décrit les responsabilités des gouvernements, des entreprises et des citoyens dans un effort de collaboration pour créer un internet sûr et accessible.

Ce travail consiste notamment à rendre internet accessible et abordable, à développer des technologies qui soutiennent les aspects positifs d'internet, à lutter contre les comportements en ligne nuisibles et à respecter le droit de tous les internautes à la vie privée et au respect.

Peu de gouvernements ont officiellement approuvé le contrat : on ne s'attendait pas à ce que la Russie et la Chine, par exemple, le signent. De même, après que l'ancien président américain Donald Trump a annulé les dispositions de l'ère Obama sur la neutralité du réseau, les Etats-Unis se sont encore éloignés de la vision de Tim Berners-Lee.

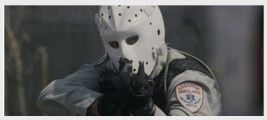
Effort collectif

Les entreprises qui ont ouvertement manifesté leur soutien au contrat pour le Web se sont également attiré des critiques. En 2019, après que Facebook a annoncé son soutien, Tim Berners-Lee a critiqué Mark Zuckerberg pour avoir continué à autoriser des publicités politiques ciblées sur sa plateforme avant les élections générales britanniques.

En 2021, la Web Foundation a créé le Tech Policy Design Lab, afin de déterminer dans quelle mesure le contrat tient la route dans le monde en ligne d'aujourd'hui.

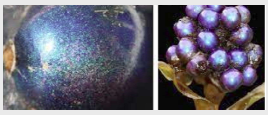
L'initiative vise à identifier des solutions aux problèmes critiques qui affectent le web, notamment le harcèlement, l'égalité des sexes, l'accès à internet, la modération de contenu, la fragmentation d'internet, la vie privée et l'éthique de l'IA.

Un enfant de 9 ans a réussi à braquer une banque à New York tout seul !



EN 1981, un garçon de 9 ans a essayé de voler une banque à New York dans le centre de Manhattan, et il a réussi son hold-up. En effet, muni de son arme-jouer, l'enfant est allé à la banque pour jouer, il avait utilisé le pistolet comme dans les films et une femme lui avait donné de l'argent.
C'est ce qu'il a dit à ses parents plus tard ce jour-là après avoir vu les nouvelles de l'incident, ses parents lui ont alors livré à la police.
L'avocat du garçon a affirmé qu'il avait été fortement influencé par la violence à la télévision et n'était pas vraiment conscient de ce qu'il faisait.
Le garçon n'était pas connu pour être un fauteur de troubles, mais il regardait pendant des heures des séries d'action et de crime à la télévision, ce qui explique son comportement.

L'être vivant le plus brillant de toute la planète est un fruit !



CE FRUIT ORIGINAIRE d'Afrique centrale s'appelle Pollia condensata et se dote d'une brillance unique au monde. Bizarrement, ce fruit n'a pas de pigments. En effet, sa couleur découle d'un phénomène appelé la coloration structurelle, et ce type de coloration irisée est censé être réservé à certains animaux, comme par exemple les plume du paon.
La structure des cellules de ce fruit réfléchit la lumière pour donner la couleur la plus intense de tous les tissus vivants étudiés à ce jour.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Les images de la ville de Boston envahie par un épais brouillard

IMPRESSIONNANT L'épais nuage a perturbé le fonctionnement de l'aéroport, causant des retards et des annulations de vols

Un décor digne de la fiction « The Mist ». Un brouillard aveuglant a envahi Boston (Etats-Unis) ce mardi, limitant considérablement la visibilité dans la ville, sur les routes et jusqu'à l'aéroport international de Boston Logan, rapporte HuffPost.
De nombreuses vidéos du phénomène ont circulé sur les réseaux sociaux et ont été visionnées des centaines de milliers de fois. On y voit le brouillard envahir la ville, faisant disparaître les gratte-ciel dont il ne reste plus que la cime apparente, sur des vues depuis les airs.
Des vols retardés à l'aéroport
Un avis de « brouillard dense » avait été émis par le National Weather Service ce lundi en prévision. Selon les autorités, l'épais nuage a réduit la visibilité sur les routes à quart de mile ou moins, soit 400 m, une « visibilité quasi nulle » selon l'antenne météo de Boston. Le brouillard, qui est resté plusieurs heures sur la ville, a perturbé le fonctionnement de l'aéroport. Au moins une dizaine de vols ont été retardés, certains annulés, et des avions devant atterrir à Boston ont été détournés vers des villes voisines, précise Le Parisien. Avec une visibilité aussi faible sur la route, les conducteurs ont été invités à la plus grande vigilance. Ceux pouvant rester chez eux ont été invités à le faire et les autres avaient pour recommandation de se déplacer avec lenteur. Pour rappel, en cas de brouillard, il convient d'allumer ses feux de croisement ainsi que ses feux arrière pour améliorer la visibilité.

Des milliers de poissons morts retrouvés sur une plage au Japon



QUE S'EST-IL PASSÉ au large des côtes japonaises? Des milliers de sardines et de maquereaux ont été retrouvés morts sur une plage du nord du pays ce 7 décembre dernier. Le mystère reste entier. Les faits ont eu lieu à Hokodate, une ville côtière de l'île d'Hokkaïdo, au nord du Japon.
Environ 1.200 tonnes de sardines et de maquereaux ont été retrouvés morts ce 7 décembre. Des images spectaculaires montrent en effet la plage entièrement recouverte d'écailles argentées inertes, ramenées par les vagues. D'autres milliers de cadavres se sont également échoués à Nakiri, à quelques centaines de kilomètres plus au sud.
"Je n'ai jamais rien vu de tel", a confié un pêcheur local à la presse japonaise. Diverses hypothèses sont à l'étude, à ce stade. Cette hécatombe pourrait être liée à un choc thermique, un changement soudain de température de l'eau lors de la migration, à un manque d'oxygène causé par la trop forte densité du banc de poissons voire à l'échec d'une tentative de fuite de celui-ci face à un groupe de prédateurs. Autre piste, potentiellement plus embarrassante pour Tokyo: celle des conséquences du rejet d'eaux usées radioactives de la centrale nucléaire de Fukushima. Une opération controversée effectuée il y a quelques mois.
Un scénario que les autorités japonaises ont d'ores et déjà démenti formellement.

Austrralie

Il écope d'une amende après avoir surfé avec son python autour du cou en Australie

En Australie, outre les requins, il faut désormais se méfier des serpents après qu'un surfeur a été vu sur sa planche avec un python enroulé autour du cou, ce qui lui a valu une amende de 1.400 euros.

Une vidéo de ce surfeur intrépide en train de prendre des vagues sur la célèbre Gold Coast australienne, au sud de Brisbane, a suscité l'émoi.
Les autorités lui ont infligé une amende de 2.322 dollars australiens (1.400 euros). Elles ont estimé qu'il avait le droit d'avoir un python tapis comme animal de compagnie mais qu'il ne peut en aucun cas l'extraire du domicile où il est enregistré et encore moins l'emmener surfer.

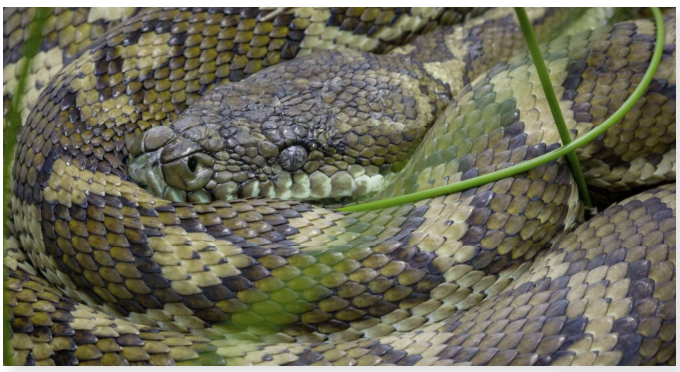
Permis

"Pour pouvoir le sortir dans un lieu public, il faut un permis distinct", a déclaré le ministère de l'Environnement de l'Etat du Queensland dans un communiqué.

"Les serpents sont évidemment des animaux à sang froid et, bien qu'ils puissent nager, les reptiles évitent généralement l'eau", ajoute le ministère. "Le python aurait trouvé l'eau très froide et les seuls serpents qui devraient se trouver dans l'océan sont les serpents de mer".

Jusqu'à trois mètres de long

Le python tapis, une espèce que l'on trouve en Australie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, peut atteindre jusqu'à trois mètres de long. Non venimeux, ils s'enroulent autour de leurs proies jusqu'à ce qu'elles meurent par suffocation.
Ces reptiles se nourrissent principalement d'oiseaux, de lézards et de petits mammifères.



Un tiers de la forêt amazonienne

est désormais dégradé par l'activité humaine et la sécheresse



Plus d'un tiers de la forêt amazonienne pourrait avoir été dégradée par l'activité humaine et la sécheresse, selon une revue de la littérature scientifique dévoilée entraînant des appels à légiférer pour protéger cet écosystème vital en danger.

Les dommages infligés à la forêt amazonienne, qui recouvre neuf pays, sont significativement plus importants que ceux qui avaient été observés auparavant, ont indiqué les chercheurs auteurs de l'étude dans Science, issus notamment de l'université brésilienne Universidade Estadual de Campinas.
Au cours de leurs travaux, ces scientifiques ont analysé les conséquences des incendies, de l'exploitation forestière, de la sécheresse et des changements ou "effets de bordure" ayant touché les habitats en lisière de la forêt, notamment la déforestation pour l'agriculture et pour l'élevage.

Des feux de forêts intensifiés pendant les années de sécheresse

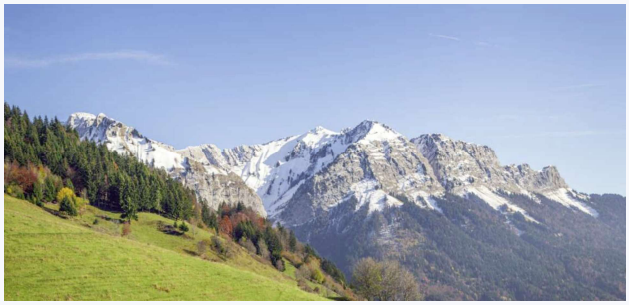
Hors sécheresse, ces phénomènes ont dégradé au moins 5,5 % du reste des forêts qui composent l'écosystème amazonien, soit 364.748 kilomètres carrés, entre 2001 et 2018, selon l'étude. Lorsque les effets de la sécheresse sont inclus, la zone détériorée représente alors 2,5 millions de kilomètres carrés, soit 38 % du reste des forêts composant l'écosystème amazonien.
"L'extrême sécheresse est devenue de plus en plus fréquente en Amazonie du fait de l'évolution des manières d'exploiter le sol et du changement climatique induit par les humains qui affectent la mortalité des arbres, le nombre d'incendies et les émissions de carbone dans l'atmosphère", ont déclaré les scientifiques.
"Les feux de forêts se sont intensifiés pendant les années de sécheresse", ont-il ajouté, alertant sur les dangers que représenteront les "feux de grande ampleur" (ou mégafeux) dans le futur.

"Perdre l'Amazonie revient à perdre la biosphère"

Les scientifiques de l'université Lafayette dans l'Etat américain de Louisiane et d'autres établissements appellent à agir, dans une autre étude sur les conséquences de l'activité humaine sur l'écosystème amazonien, également publiée dans la revue Science.
"Les changements ont lieu beaucoup trop vite pour que les espèces amazoniennes, les populations et les écosystèmes puissent s'adapter", ont-ils soutenu.
"Les lois pour éviter les pires conséquences sont connues et doivent être immédiatement promulguées", ont conclu ces scientifiques. "Perdre l'Amazonie revient à perdre la biosphère, et ne pas agir est à nos risques et périls."

Des "trous à froid" dans certaines zones en France : de quoi s'agit-il ?

APRÈS un début d'année exceptionnellement doux, la France est gagnée par des températures hivernales, certaines en dessous des normales de saison. Dans certaines zones, le froid glacial sévit en raison des "trous à froid".
Finis la douceur et le mercure exceptionnellement élevé mesuré début janvier. Depuis quelques jours, la France traverse une période hivernale, avec certaines zones où les températures descendent en dessous des moyennes de saison, rapporte le HuffPost. Si ce retour du froid ne s'accompagne pas de températures glaciales dans la majorité du pays, des vallées en ont enregistré des particulièrement basses ces derniers jours, selon Météo France. La palme revient à Bourget-en-Huile, en Savoie, où le mercure a affiché -18,3 degrés, puis viennent La Mure, en Isère, avec -16,8 degrés, et la préfecture



savoyarde Chambéry, avec -16,7 degrés relevés. Une station amatrice a même assuré avoir constaté une température de -36,4 degrés à la Combe Noire, dans le Jura. Ces villages et villes se trouvent dans des "trous à froid" selon l'agence météorologique française.

DES VALLÉES PROPICES AU FROID

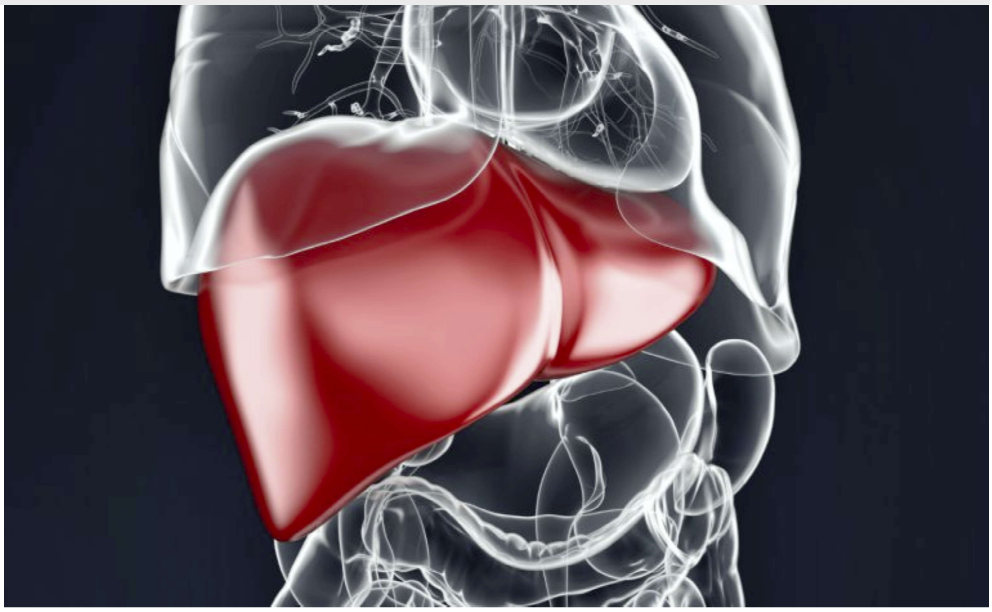
Nichées dans des vallées encaissées en forme de baignoire, ces zones situées "loin de toute mer ou océan" accumulent de "l'air froid", facilité par "l'absence de vent". Cette singularité topographique est présente dans tous les reliefs français, des Alpes au Jura en passant par le Massif central. Concrètement, ces "trous à froid" se creusent la nuit en l'absence de "rayonnement solaire" et la "température de surface du sol diminue progressivement tout au long de la nuit".
Dans ces vallées, immunisées du vent, contrairement aux crêtes exposés en haute altitude, le froid s'engouffre plus facilement. C'est le cas à Mouthe, dans le Doubs, où Météo-France a enregistré sa plus faible de température en 1968 avec -36,7 degrés.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Dans ce petit village, il avait même été relevé une température de -4 degrés en juillet 1962, un "record" en été selon Sébastien Léas, prévisionniste à Météo-France.
Dès lors, est-il possible d'imaginer une raréfaction de ces températures glaciales dans ces zones encaissées dans un contexte de réchauffement climatique :
"On suppose que ça va les raréfier mais il est extrêmement difficile d'appliquer des prévisions météorologiques sur ces coins particuliers", élude Sébastien Léas.

L'hépatomégalie se caractérise par une augmentation du volume du foie. Parmi les causes : un cancer, une cirrhose, un excès de fer... mais pas que ! Quels symptômes ? Douleur ? Fatigue ? Peut-on guérir ?

BIEN-ÊTRE



Comment soigner une hépatomégalie (foie) ?

L'hépatomégalie correspond à l'augmentation du volume du foie. Concrètement, le foie est trop gros. Elle peut révéler différentes maladies du foie. Quelles sont les causes ? Les symptômes à ne pas négliger ? Une fatigue ? Un foie douloureux ? Est-ce grave ? Quelles sont les conséquences d'avoir un foie trop gros ? Quel traitement ?

Définition : qu'appelle-t-on une hépatomégalie ?
Le foie est le plus gros des organes. Il est situé juste sous le diaphragme, une proximité qui permet, lorsqu'il grossit, de le détecter au toucher par une simple palpation L'hépatomégalie peut concerner le foie entier ou un seul des quatre lobes de l'organe. Tout dépend de la maladie sous-jacente.

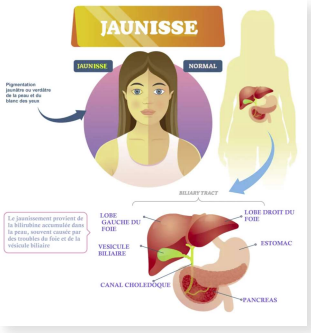
Causes : pourquoi le foie augmente de volume ?
Les responsables de cette augmentation peuvent être d'origines variées :
la consommation excessive d'alcool ou de graisse car cette surcharge qui peut conduire à une stéatose aussi appelée "foie gras",
un cancer du foie,
une cirrhose,
une insuffisance cardiaque,
l'hémochromatose (excès de fer),
une hépatite ou lors d'une infection parasitaire, comme la bilharziose.
Quels sont les symptômes d'une hépatomégalie ?
Dans la majorité des cas, l'hépatomégalie est asymptomatique. Mais parfois, elle peut s'accompagner d'une gêne localisée au niveau de l'organe, d'une perte d'appétit, d'une grande fatigue ainsi que des nausées et vomissements.

Comment pose-t-on le diagnostic d'une hépatomégalie ?
En l'absence de symptômes évocateurs, c'est très souvent lors d'un examen de routine chez votre médecin, lors de la palpation, que l'hépatomégalie sera détectée.
"Une analyse de sang permettra de vérifier le bon fonctionnement du foie et une une échographie permettra de confirmer le diagnostic" précise le Dr. Mory, gastro-entérologue à Paris.

Quel traitement pour soigner une hépatomégalie ?
Celui-ci sera adapté à la maladie responsable de l'augmentation du volume du foie. Si l'hygiène de vie est en cause, l'arrêt de l'alcool en cas de cirrhose et d'aliments gras en cas de stéatose.
Les saignées constituent le traitement de référence pour diminuer le taux de fer en cas d'hémochromatose. En cas de cancer, une ablation du foie pourra être envisagé.

Peut on mourir d'une hépatomégalie ?
"Non, assure le Dr. Mory, même s'il grossit beaucoup, le foie ne pourra jamais éclater.
En revanche, l'hépatomégalie est un signe clinique. C'est la cause de cette affection qui peut, dans certains cas, engager le pronostic vital."

Quelle est la cause d'une jaunisse (ictère) ?



LA JAUNISSE (ou l'ictère) est une coloration de la peau et du blanc des yeux en jaune. C'est souvent le signe d'une maladie du foie. Quelles autres causes ? Chez l'adulte ? Le bébé ? Quand s'inquiéter ? Comment la soigner rapidement ? Explications de nos experts du foie.

Définition : qu'appelle-t-on une jaunisse ?
"L'ictère ou la jaunisse est une coloration jaune des muqueuses, de la peau et de la conjonctive (blanc de l'œil)", explique d'emblée le Pr Victor de Lédinghen, hépatologue au CHU de Bordeaux. "Lors d'un problème au foie : le foie se rétrécit et ne fonctionne plus normalement, c'est ce qu'on appelle l'insuffisance hépatique.
Et lorsqu'il fonctionne à moins de 50% de sa capacité, il n'est plus capable d'éliminer toute la bilirubine (pigment jaune qui se trouve dans la bile) qui finit par s'accumuler dans le sang, d'où cette coloration des yeux et de la peau", complète le Pr Patrick Marcellin, hépatologue.

Quelle est la cause d'une jaunisse chez l'adulte ?
Chez l'adulte, plusieurs causes peuvent être à l'origine d'une jaunisse :
► Une maladie du foie : une hépatite (parfois hépatite médicamenteuse ou alcoolique), une cirrhose du foie
► La présence de calculs biliaires
► Une tumeur au foie ou au pancréas (ictère à bilirubine conjuguée)
► Un blocage de l'écoulement de la bile (obstruction du canal biliaire...)
► La maladie de Gilbert, "qui n'est en réalité pas une maladie mais une anomalie enzymatique.

Bilirubine totale, libre, conjuguée : basse, élevée, pourquoi ?
La bilirubine est un produit de la destruction de l'hémoglobine et est présente en faible quantité dans le sang. C'est le pigment jaune qui donne la couleur à l'urine. Quelles sont les normes ? Pourquoi est-elle basse ou élevée ? Décryptage des résultats d'analyses possibles.

Quelle est la cause d'une jaunisse chez le bébé ?
"Les nouveau-nés peuvent également être atteints d'ictère dans les premières semaines de leur vie. C'est absolument banal, sans danger, et ça guérit tout seul, éventuellement en les mettant sous des rayons UV, explique le Pr de Lédinghen. De manière absolument exceptionnelle, l'ictère peut être liée à une maladie génétique". L'ictère cholestatique est une forme de jaunisse du nouveau-né : le foie n'est pas alors assez mature pour éliminer la bilirubine d'où son passage dans le sang et un taux anormalement élevé.

Bébé a la jaunisse : que faire ?
La jaunisse ou "ictère néo-natal" est une maladie fréquente qui touche, en moyenne, un nouveau-né sur trois. Le plus souvent, elle apparaît dans les 24 heures à 48 heures après la naissance.

Quels sont les symptômes d'une jaunisse ?
Lors d'une jaunisse, on peut observer :
une coloration jaune (signe principal d'une jaunisse) peut toucher la peau, les muqueuses (les parois tapissant la partie interne de certains organes) buccales ou génitales et la conjonctive, qui correspond au blanc de l'œil (ictère conjonctival). Cette dernière localisation est souvent la première à apparaître, voire la seule franchement visible, notamment chez les individus à peau sombre.
la fatigue et des démangeaisons
un mauvais goût dans la bouche qui mène à un dégoût des aliments
de la fièvre peut être présente
des douleurs abdominales sont possibles

Est-ce grave ? Mortel ?
La jaunisse est impressionnante mais dans la plupart des cas, la jaunisse n'est pas grave si elle est prise en charge correctement. Parmi les (rares) complications liées à un taux de bilirubine très élevé, il y a :
Les convulsions
Une surdité
Une infirmité motrice du cerveau
Un retard de développement...

Traitement : comment soigner une jaunisse ?
► L'ictère du nouveau né peut être traité par la photothérapie. Le bébé, nu et les yeux protégés par des lunettes, est placé dans une couveuse spéciale, sous des tubes à fluorescence compacte émettant une lumière bleue.
► Chez l'adulte, le traitement de l'ictère consiste à traiter sa cause. "S'il y a obstacle à l'écoulement de la bile, il faudra lever celui-ci, et si c'est une maladie du foie, il faudra s'attacher à l'identifier et à la traiter. Tant qu'on n'a pas traité la cause, l'ictère ne pourra pas disparaître".

2023 : un gâchis made in USA

Patrick Lawrence

Examinons ensemble l'année qui vient de s'écouler et tirons quelques conclusions quant à la place qu'elle occupe au moment où nous abordons une nouvelle année. Nous pouvons commencer par deux événements récents qui, de prime abord, n'ont aucun rapport l'un avec l'autre.

Le premier concerne ce que le régime Biden appelle l'opération "Prosperity Guardian". Le Pentagone l'a décrite la semaine dernière comme la coalition d'une vingtaine de pays ayant accepté d'aider les États-Unis à protéger le trafic maritime en mer Rouge contre les attaques de drones menées par les rebelles houthis du Yémen, qui – regardez la carte – étranglent l'extrémité méridionale de ce passage maritime clé. Mardi dernier, le 19 décembre, la Cour suprême du Colorado a décidé que Donald Trump n'aura pas le droit de se présenter aux élections primaires républicaines de l'État, de l'année prochaine. La décision a été prise à quatre voix contre trois par une cour dont les sept membres ont tous été nommés par des gouverneurs démocrates. Invoquant le 14e amendement, les juges ont estimé que M. Trump était coupable d'avoir participé à l'insurrection du 6 janvier 2021, lorsque des manifestants ont protesté contre le résultat officiel des élections du mois de novembre précédent et se sont rendus, semble-t-il avec étonnement, dans les chambres législatives du Congrès des États-Unis.

Aussi éloignés que ces événements puissent paraître l'un de l'autre, je les considère comme les deux moitiés d'un tout. Ils nous indiquent où nous en sommes au moment où 2023 fait place à 2024. En examinant le détail, l'histoire racontée est celle d'un déclin impérial à l'étranger et d'une décadence institutionnelle dans le pays.

La corrélation entre les deux n'est peut-être pas évidente au premier abord, mais l'un fait écho à l'autre, à mon avis. L'imperium s'effondre, l'imperium pourrit de l'intérieur : voilà ce qui nous attend, noir sur blanc, alors que s'achève ce qui est véritablement une annus horribilis.

UN COLOSSE ENCOMBRANT

Il faut considérer l'opération "Prosperity Guardian" comme un projet mal conçu dès le départ. Si le secrétaire à la défense Lloyd Austin voulait faire la publicité du narcissisme égoïste de l'Amérique exi-impériale et de son mépris total pour "le reste", le Sud global, le non-Occident ou tout autre qualificatif pour la majorité mondiale, il n'aurait pas pu choisir de meilleur intitulé.

Les coalitions sont à l'ordre du jour à Washington depuis des décennies. L'Amérique se doit de former des coalitions pour dissimuler ses agissements hégémoniques. Même s'il ne s'agit généralement pas de "coalitions de volontaires", mais plutôt de coalitions d'obligés, Washington a toujours réussi à rassembler une sorte de gang hétéroclite. Mais il semble que cette fois, ce ne soit pas le cas. Au moins huit des nations citées par Austin dans son décompte de la semaine dernière refusent de figurer sur la liste, ce qui laisse planer le doute sur l'existence réelle de ces enrôlements. Impossible de ne pas remarquer les remaniements parmi les nations citées.

Nous favorisons la liberté de navigation, disent les Français avec une originalité courageuse, et sommes déjà présents en mer Rouge. C'est ainsi que la France figure sur la liste des recrues engagées par Austin.

Les Italiens ont répondu à l'invitation d'Austin en déclarant qu'ils enverraient une frégate sur zone pour protéger les armateurs italiens qui demandent de l'aide. Les Espagnols ont déclaré qu'ils ne participeraient qu'à des opérations dirigées par l'OTAN ou l'Union européenne : en d'autres termes, non merci, Monsieur le Secrétaire Austin.

Comme on pouvait s'y attendre, les États clients tels que le Bahreïn et les nations de l'anglosphère – la Grande-Bretagne et le Canada – sont les seuls à s'engager sans ambiguïté. La Norvège et les Pays-Bas ont déclaré qu'ils enverraient quelques officiers à Manama, ce qui constitue une approbation éclatante s'il en est.

La question connexe est de savoir ce que l'opération "Prosperity Guardian" peut réellement réaliser. Jusqu'à présent, les États-Unis n'ont pas exercé de représailles contre les Houthis, apparemment par crainte d'élargir la crise entre Israël et Gaza à une guerre régionale.

À ce jour, les Houthis ont lancé plus d'une centaine d'attaques contre des navires croisant en mer Rouge, d'après les médias. Ils tirent des drones fabriqués par leurs soins pour 2 000 dollars pièce. En réponse, la marine américaine tente de les abattre à l'aide de missiles coûtant entre 1 et 4 millions de dollars l'unité.

Il ne s'agit pas de suggérer que la situation en mer Rouge est un grand tournant dans l'histoire. Non, il s'agit plutôt du tableau illustratif où les États-Unis font figure de mastodonte, lestés d'une technologie coûteuse qu'ils n'ont pas les moyens d'utiliser, et entourés de mandarins de cour lassés de la cour impériale.

CE QUI S'EST PASSÉ À DENVER

Salle d'audience de la Cour suprême du Colorado dans le centre judiciaire Ralph L. Carr à Denver. (Jeffrey Beall, Wikimedia Commons, CC BY 3.0) Je lis rarement et je n'aurais jamais pensé citer le Republican-American, le quotidien de Waterbury (Connecticut) rivalisant avec l'Union Leader du New Hampshire pour son conservatisme déjanté. Mais je suis tombé sur un exemplaire du Republican-American dans un restaurant le lendemain de la décision de la Cour suprême du Colorado, et j'ai acheté le journal après avoir lu "Un véritable assaut contre la démocratie", son éditorial principal. Voici quelques extraits de cet éditorial :

"Les Américains devraient remercier la Cour suprême du Colorado d'avoir exposé aussi clairement la conception moderne de la gauche [sic] de la démocratie. Pour cette cohorte d'Américains – animés par l'idée que leur opposition à Donald Trump leur confère une autorité morale incontrôlée – préserver la règle démocratique signifie s'assurer, par tous les moyens nécessaires, que le peuple vote dans le bon sens. En d'autres termes, la démocratie est tellement sacrée qu'elle doit être protégée des électeurs. L'autoritarisme est si dangereux qu'il doit être utilisé de manière proactive pour arrêter les autoritaires potentiels….

Dans son jugement à 4 voix contre 3, la majorité a estimé que la Cour dispose en quelque sorte de l'autorité nécessaire pour déterminer, en l'absence de condamnation pénale, que l'ancien M. Trump [sic] est coupable d'insurrection et qu'il lui est donc interdit de se présenter à l'élection présidentielle en vertu de la Constitution des États-Unis…"

Il est difficile de faire mieux que le compte rendu que donne le Républican-American de ce qui s'est passé à Denver la semaine dernière. Trump n'est condamné de rien, mais des juges en robe noire solennelle le déclarent coupable d'un crime majeur. C'est en effet ce qui se passe à Waterbury : les Libéraux, qui s'autorisent à enfreindre la loi tout en l'invoquant, sont en train de détruire le système judiciaire américain. Et cela semble loin d'être terminé. La secrétaire d'État du Maine, Shenna Bellows, doit décider cette semaine si son État, suivant l'exemple du Colorado, doit empêcher Trump de se présenter l'année prochaine. Quelle joie de constater que la presse d'entreprise a déjà omis le fait que Trump n'a été reconnu coupable d'aucun crime.

J'ai été ravi de constater que les éditorialistes du Republican-American emploient l'expression "autoritarisme libéral", comme ils le font ailleurs dans l'article. Je croyais que cette expression était réservée à des commentateurs tels que votre chroniqueur et à des publications telles que Consortium News.

Il me semble que c'est essentiel. Lorsqu'un quotidien de province géré par la même famille depuis 113 ans présente une compréhension aussi claire de la dynamique américaine telle qu'elle se présente en 2023, cela signifie que plus de gens que vous ne le pensez ont une idée parfaitement claire de l'origine du délabrement et de la décadence observés tout autour d'eux.

Je n'ose imaginer ce que se disent les responsables de la sécurité nationale du président Joe Biden lorsqu'ils dressent le bilan de la politique étrangère des États-Unis, tant le gâchis qu'ils en ont fait est épouvantable. Les relations entre les États-Unis et la Chine étaient, à l'aube de 2023, les pires depuis des décennies, mais nous pouvions au moins parler de relations.

En milieu d'année, alors que le régime Biden intensifiait son ingérence dans le détroit de Taiwan, proclamait des embargos technologiques destinés à saboter le développement économique de la Chine, et insistait sur la nature espionne d'un ballon météorologique égaré, les relations étaient devenues inexistantes.

Le secrétaire d'État Antony Blinken et Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale, se félicitent aujourd'hui d'avoir obtenu des Chinois qu'ils se contentent de leur parler. Beau travail, Tony. Sacré boulot, Jakie.

LA GUERRE PAR PROCURATION EN UKRAINE

L'église Saint-Michel à Avdiivka, dans la région de Donetsk, le 1er avril 2023 (Police nationale d'Ukraine, Wikimedia Commons, CC BY 4.0)

Après avoir englouti plus de 100 milliards de dollars dans la guerre par procuration en Ukraine, les cliques politiques s'apprêtent maintenant à admettre que tout cet argent a été gaspillé au profit d'une mésaventure vouée à l'échec. Les relations avec Moscou sont désormais inexistantes, à l'exception des canaux de communication officieux hors de la vue du public. Après une année d'erreurs insensées et de fautes d'appréciation de part et d'autre des deux océans, l'Amérique est donc privée de relations productives avec les deux principales puissances non occidentales.

Le récit actuellement en cours à Washington – je l'ai lu l'autre jour dans le New York Times – est que, oui, le soutien affiché de Washington au génocide de Gaza l'a radicalement isolé, mais que le monde est avec l'Amérique dans le dossier de l'Ukraine. Quelle absurdité ! La grande majorité de l'humanité, en termes de population ou de nombre de nations, s'oppose tout autant aux États-Unis pour avoir provoqué et soutenu la guerre par procuration en Ukraine que pour leur soutien à la barbarie israélienne.

Le cadre très médiatisé de la politique étrangère de M. Biden – je ne l'appellerai pas principe car il n'en a que l'apparence – est que le monde est divisé entre les démocraties et les autocraties et qu'il est du devoir de l'Amérique de soutenir les premières contre les secondes. Nous n'entendons plus beaucoup parler de cette théorie binaire parce qu'elle s'est également avérée être un échec en 2023. Tony et Jake semblent trouver le thème trop embarrassant pour être mentionné à ce stade – d'autant que l'Amérique s'avère de plus en plus autocratique.

EXCLURE TOUTE RÉFLEXION

Nous devrions cependant nous interroger sur les implications de cette façon aussi simpliste de diviser l'humanité. Qu'est-ce que cela nous apprend ? Pour moi, elle illustre parfaitement à quel point l'idéologie – l'idéologie libérale, je veux dire – est l'unique source de réflexion des cliques politiques de Washington. Et je viens de l'écrire à tort : l'objectif principal de l'idéologie est d'exclure tout esprit de réflexion, quel qu'il soit.

L'idéologie détermine tout. Voilà la réalité de l'année qui s'achève : notre époque est gouvernée par des idéologues incapables de réflexion. Au cours des douze derniers mois, force est de constater l'absence de référence aux lois et – comme l'abomination Israël-Gaza ne le révèle que trop brutalement – de toute notion d'humanité ou de décence élémentaire.

Et c'est la même chose chez nous qu'à l'étranger. On peut voir la situation de la manière suivante : lorsque les États-Unis et leurs alliés fournissent au régime de Kiev des bombes à fragmentation et de l'uranium appauvri au nom de la "liberté" et de la "démocratie", leur politique étrangère s'apparente à celle de la Cour suprême du Colorado, qui enfreint la loi au nom de la loi, comme l'a fait le Waterbury Republican-American la semaine dernière.

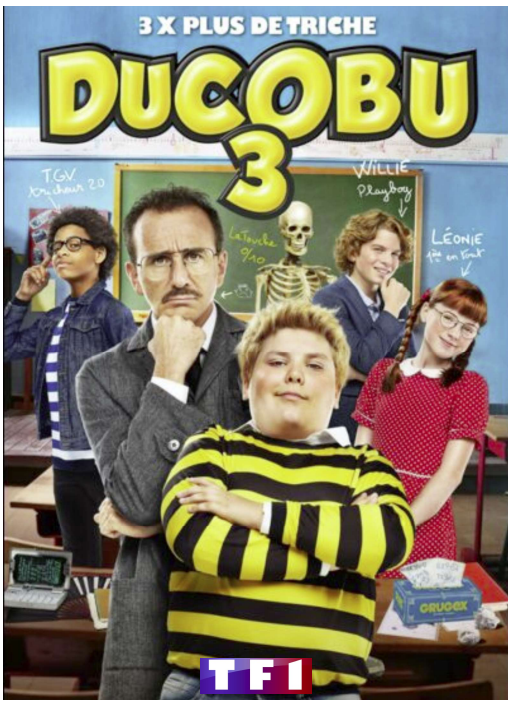
La tour de l'horloge de la gare de Waterbury Union à Waterbury, Connecticut, 2022. (TRexEditorNJ, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0)

Cette décision permet-elle enfin de nier que le régime Biden et le reste de l'élite démocrate ont fait un usage prodigue du pouvoir judiciaire au cours de l'année écoulée pour empêcher Donald Trump de participer à l'élection de 2024 ? Peut-on encore discuter le fait que les affaires contre Trump sont purement politiques et ne relèvent en rien de la loi ?

Dans le même ordre d'idées, l'une des pires caractéristiques de l'année sur le plan intérieur a été la corruption du ministère de la Justice et du Federal Bureau of Investigation pour protéger Biden d'une mise en accusation pour sa participation manifeste, bien que non encore prouvée, aux activités de trafic d'influence de son fils avec des clients étrangers.

Je le rappelle souvent dans cette tribune et ailleurs : lorsque le pouvoir judiciaire sombre dans la corruption, les nations se rapprochent du statut d'État en déliquescence. La censure rampante s'est transformée en un pur régime de censure au cours de l'année 2023. À l'automne, les "Twitter Files" ont révélé à quel point la machine libérale a collaboré avec la Silicon Valley, de manière systématique et depuis de nombreuses années, pour réprimer la dissidence au nom de la "clarté morale".

Le 4 juillet, un tribunal de première instance de Louisiane a interdit à la Maison Blanche et à une longue liste d'autres agences fédérales tout contact avec les entreprises de réseaux sociaux dans le but d'intimider ou de contraindre Twitter, Google, Facebook et d'autres plateformes de ce type à effacer, supprimer ou obscurcir de quelque manière que ce soit des contenus protégés par la liberté d'expression, pour paraphraser un passage clé de l'arrêt.

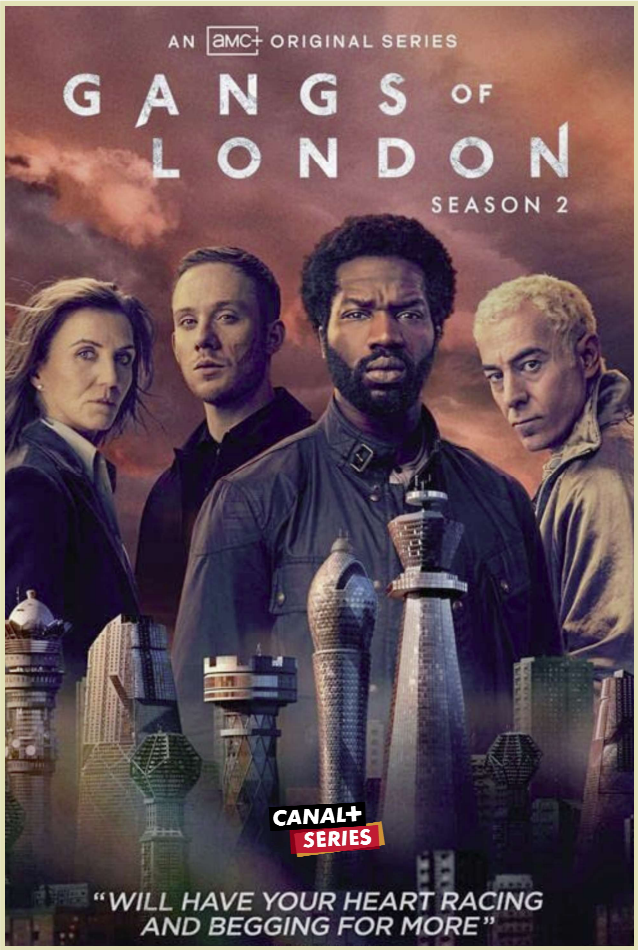












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Film pour la jeunesse , France 2020 — TF1
Ducobu 3

21h00 Jeu- France 2023 — 2
Votre Vie en JeuX

20h55 Jeu , France — 6
Lego Masters Saison 4

21h00 Cinéma Comédie, France 2023 — CANAL+
Wahou!

20h55 Série historique — W9
Allemagne - Autriche 2022
Sissi

20h50 Cinéma Film d'action — CINÉ + FRISSON
Etats-Unis - 2011
Transformers 3 : la face cachée de la lune

21h05 Série policière — 6ter
Etats-Unis 2008
NCIS

20h50 Film - Master and Commander : — CINÉ + PREMIER
de l'autre côté du monde

21h20 Comédie dramatique , France 2014 — C8
Samba

20h50 Cinéma Thriller, Etats-Unis 2022 — CINÉ CINEMA
Fall

21h00 Cinéma Film d'animation — CINÉ + FAMIZ
États-Unis - 2010
Shrek 4 : Il était une fin

21h00 Musique — TMC
France 2023
Goldmen jusqu'au bout de leurs rêves

17h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'action Royaume-Uni - 2022
Saison 2 Épisode 1/2

Gangs of London

Un an après la mort de Sean Wallace, un nouveau régime criminel règne sur Londres. Le contrôle de la drogue et des armes a changé de mains. Pour rétablir l'ordre, les Investisseurs se sont alliés au baron de l'héroïne Asif Afridi.

23h04

Série d'action Royaume-Uni - 2022
Saison 2 Épisode 3/4

Gangs of London

Luan fait face à une course contre la montre. Ed commence à se demander s'il a soutenu le bon poulain. Le monde d'Elliot entre en collision avec celui de Shannon. Billy prend une décision importante. Koba rencontre un nouvel ennemi.

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7780 – MARDI 2 JANVIER 2024
www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net



Le Jeune Indépendant du 02/01/2024 / ANEP 2316032581



Le Jeune Indépendant du 02/01/2024 / ANEP 2316030506